

---

# Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de Réseau GDS

## Rapport d'audit

---

Rapport final



## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Synthèse des résultats de l'audit .....</b>	<b>4</b>
1.1	Traitement des zones péréquées et non péréquées.....	4
1.2	Analyse de la période ATRD4 .....	4
1.3	Période ATRD5 .....	5
1.4	Trajectoire proposée par PMP .....	10
<b>2.</b>	<b>Contexte et objectifs de l'audit.....</b>	<b>14</b>
2.1	Contexte .....	14
2.2	Objectifs de l'audit .....	14
<b>3.</b>	<b>Déroulement de l'audit.....</b>	<b>16</b>
<b>4.</b>	<b>Présentation de l'activité de l'ELD .....</b>	<b>17</b>
<b>5.</b>	<b>Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015</b>	<b>19</b>
5.1	Hypothèses d'indexation .....	20
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	21
5.2.1	Fournitures non stockables (achats d'énergie) .....	21
5.2.2	Achats stockés .....	22
5.2.3	Achats de matériel, équipements et travaux .....	22
5.2.4	Loyers, crédit bail et charges locatives .....	22
5.2.5	Services extérieurs .....	23
5.2.6	Assurances .....	23
5.2.7	Prestations externes .....	23
5.3	Principaux écarts du poste Charges de personnel.....	24
5.3.1	Charges sociales.....	24
5.4	Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes .....	24
5.5	Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires .....	25
5.5.1	Locations de compteurs et de postes .....	25
5.5.2	Autres prestations des autres recettes extra-tarifaires .....	25
5.6	Principaux écarts sur le poste Production immobilisée .....	26
<b>6.</b>	<b>Analyse de la demande tarifaire ATRD5 .....</b>	<b>27</b>
6.1	Synthèse de la demande tarifaire .....	27
6.2	Principales évolutions du poste « consommations externes » .....	30
6.2.1	Services extérieurs entretien et maintenance .....	30
6.2.2	Redevances .....	39
6.2.3	Dépenses de communication .....	39
6.2.4	Aides commerciales .....	42
6.2.5	Autres charges.....	43
6.2.1	Charges relatives aux impayés acheminement .....	46
6.3	Principales évolutions du poste Rémunérations brutes.....	47
6.3.1	Zoom Rémunérations brutes .....	47
6.3.2	Charges sociales .....	57

6.3.3	Autres charges sociales.....	58
6.4	Impôts et taxes .....	60
6.4.1	Impôts et taxes.....	60
6.5	Recettes extra-tarifaires (autres prestations) .....	62
<b>7.</b>	<b>Analyse de la dissociation comptable .....</b>	<b>66</b>
<b>8.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>67</b>
8.1	Evolutions de l'indice SNB depuis 2010 .....	67
8.2	Mail du CNIEG concernant l'évolution des charges sociales [Confidentiel].....	67
8.3	BP tarifaire ATRD5 de Réseau GDS.....	67
8.4	Synthèse des ajustements proposés .....	67

## 1. Synthèse des résultats de l'audit

### 1.1 Traitement des zones péréquées et non péréquées

**La demande tarifaire ATRD5 de Réseau GDS est construite en intégrant les coûts des zones péréquées et non péréquées. Réseau GDS a justifié cette position en indiquant que son outil comptable ne pouvait pas dissocier ce type de charges. Afin de répondre néanmoins au cadre de la demande tarifaire ATRD5 de la CRE, Réseau GDS a utilisé un coefficient de dissociation appliqué au total des charges à couvrir pour déterminer la part de charges en zones péréquées.**

Ce coefficient a été calculé à partir des volumes de gaz acheminés sur l'exercice 2015-2016 selon ces zones.

- Volume de gaz acheminé en zones non péréquées : [Confidentiel];
- Volume de gaz acheminé en zones péréquées : 4557 GWh.

➔ Valeur de la clé de dissociation utilisée : [Confidentiel] ; Cette valeur a été appliquée sur le total des charges à couvrir de la période 2013-2015. Pour la période 2016-2021, elle a été arrondie [Confidentiel]. Pour information ce coefficient était de [Confidentiel] pour la construction de la prévision ATRD4.

Pour neutraliser cet écart de coefficients, nous avons appliqué un coefficient de [Confidentiel] au total des charges à couvrir réelles de la période 2013-2015 (courbe ATRD4 réalisé retraité du 1.3).

Pour comparer les données réelles de la période 2013-2015 à celles prévisionnelles de 2016-2021, nous avons appliqué le coefficient de [Confidentiel] aux données réelles (courbe ATRD4 réalisé retraité du 1.4 et 6.1). Pour tenir compte de l'évolution des consommations en zones non péréquées, nous avons retenu un coefficient [Confidentiel] au total des charges à couvrir prévisionnelles de la période 2016-2021 (courbe ATRD5 retraitée du 1.4 et du 6.1). La valeur de [Confidentiel] a été déterminée à partir d'une estimation des consommations de ces zones [Confidentiel]. **Nous recommandons à Réseau GDS de faire évoluer son outil comptable afin d'être en mesure de produire des comptes isolant les charges d'exploitation des zones péréquées et non péréquées avec plus de précision qu'une seule clé de dissociation.**

Concernant la présente demande tarifaire ATRD5, l'utilisation de la clé choisie par Réseau GDS, dont la méthode de calcul a été utilisée lors de la demande ATRD4, nous semble cohérente.

### 1.2 Analyse de la période ATRD4

En moyenne annuelle sur la période 2013-2015 les charges réelles ont été inférieures de -2,2 M€/an au montant couvert ATRD4 :

- Consommations externes (+2,2 M€) : les postes « achats stockés » « Achats de matériel, équipement et travaux », dépassent respectivement la prévision ATRD4 de +0,2 M€ et +1,4 M€. Ces écarts ont une incidence faible sur les charges à couvrir car elles sont essentiellement compensées par des écritures de production immobilisée. En complément le poste de « services extérieurs, entretien et maintenance » a été supérieur au couvert ATRD4 de +0,3 M€ en raison du projet de sécurisation des branchements lancé en 2015. Enfin il y a plus eu de personnel intérimaire que prévu (+0,2 M€) ;
- Les charges de personnel sont inférieures au couvert ATRD4 de -0,8 M€ en raison :
  - Du CICE qui est uniquement intégré aux charges réelles (impact moyen annuel : -0,3 M€) ;

- Des taux de charges sociales ont été plus faibles que prévu (-0,1 M€/an).

L'écart restant est notamment du, d'après Réseau GDS, à une différence d'ETP vs couvert ATRD4 (sans chiffrage fourni).

- Les recettes extra-tarifaires qui ont dépassé le couvert ATRD4 de -1,8 M€ car les prestations vendues ont été plus élevées que prévues pour :
  - Les locations de postes et de compteurs (-0,4 M€/an) ;
  - Les prestations catalogue (-0,2 M€/an) ;
  - Les travaux pour tiers (-0,4 M€/an) ;
  - Les autres recettes (sans détail fourni) (-0,5 M€/an).

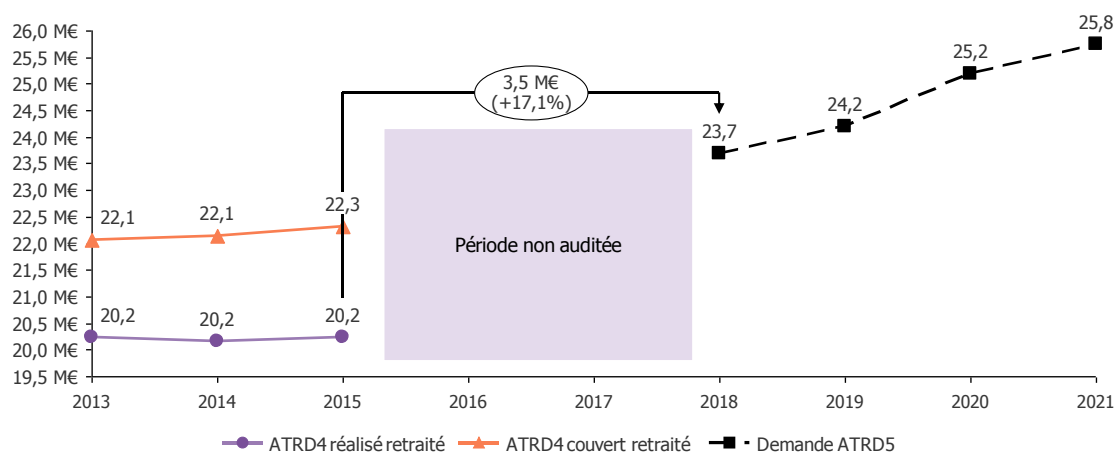
De plus en 2015 une subvention [Confidentiel] a été perçue dans le cadre du [Confidentiel] destiné à soutenir le premier projet d'injection biométhane.

- La production immobilisée qui a dépassé le prévisionnel [Confidentiel] car le réel intègre les charges relatives aux zones non péréquées contrairement à la demande ATRD4 ;
- Un écart de [Confidentiel]€ lié aux hypothèses différentes de pourcentage de dissociation des charges non péréquées (0,05% au couvert ATRD4 [Confidentiel] pour les charges réelles 2013-2015) ;
- Un écart de +0,5 M€ sur divers postes.

### 1.3 Période ATRD5

L'augmentation des charges à couvrir entre 2015 et 2018 est de 3,5 M€ soit +17,1% (entre les charges réalisées retraitées et la demande ATRD5).

### Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en M€)



Courbes (en k€)	2013	2014	2015
ATRD4 couvert	22 548	22 591	22 745
Charges de pertes	-473	-457	-435
ATRD4 couvert retraité	22 075	22 134	22 311

Courbes (en k€)	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	21 163	21 120	21 132
Redevances hors RODP et contrôle	[Confidentiel]		
Zones non péréquées			
ATRD4 réalisé retraité	20 226	20 154	20 229

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande brute ATRD5 (k€)	23 682	24 200	25 190	25 756

**La hausse entre 2015 et 2018 de +3,5 M€ (+17,1 %) est notamment concentrée sur les postes suivants :**

- **Services extérieurs, entretien et maintenance (+0,4 M€) :** les coûts de maintenance augmentent de +0,2 M€ notamment en raison deancements de nouveaux projets informatiques. De plus les besoins associés (hors recrutements) aux lois NOTRe et LTECV sont de +0,1 M€ en 2018. Hausses diverses en complément (+0,1 M€) ;
- **Redevances [Confidentiel]** en raison de la neutralisation des redevances (hors RODP et redevances de contrôles) sur la période 2013-2015 contrairement aux charges couvertes ATRD5 qui les intègrent toutes,
- **Rémunérations et charges sociales [Confidentiel]: la hausse de ces postes est liée à :**
  - Une hausse nette des effectifs (fin d'année) de +7 ETP : [confidentiel]
  - Une hausse de la participation de [Confidentiel]
- **Impôts et taxes (+0,2 M€) :** une hausse de +223 k€ en raison d'une croissance forte prévue sur la taxe foncière et une hausse en 2016 pour la CVAE ;
- **Recettes extra-tarifaires (+0,6 M€) :** la baisse des recettes entraîne une hausse des charges à couvrir. Cette baisse est liée à des recettes non récurrentes survenues en 2015 [Confidentiel] qui ne se poursuivent pas en 2018 d'après Réseau GDS ;
- **Production immobilisée (-0,3 M€) :** la hausse de la production immobilisée entraîne une baisse des charges à couvrir. Cette hausse est liée à l'augmentation des charges indirectes de personnel immobilisées induites par l'augmentation des charges de personnel, explicitée dans le point précédent.

**En regard de cette hausse, nous proposons -3,8 M€ d'ajustements moyens annuels qui se décomposent selon les postes suivants :**

- **Les corrections de périmètre (-1,7 M€/an)** afin de respecter les décisions précédentes de la CRE concernant l'exclusion de la demande tarifaire :
  - Des aides commerciales ;
  - Des dépenses de communication ;
  - Des redevances (excepté dans le cas de Réseau GDS des redevances RODP) ;
  - Des impayés acheminement à hauteur de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel ;
  - Des dépenses de dépassement de capacité ;
- Le coefficient de dissociation des zones non péréquées [Confidentiel]**Services extérieurs, entretien et maintenance (-0,3 M€/an)** : outre des corrections de méthode (50 k€/an environ) où nous privilégions les calculs fondés sur les moyennes 2013-2015 plutôt que sur les données 2016, nous proposons d'ajuster les montants de maintenance informatique de -140,9 k€/an, les ajustements de personnels envisagés n'aboutissant pas à des économies sur ce poste.;
- **Autres charges (-0,2 M€/an)** : outre les corrections apportées aux charges relatives à l'audit ATRD6, nous proposons plusieurs ajustements pour projeter les données sur la période 2016-2021 à partir de données certifiées 2013-2015 ;
- **Rémunérations et charges sociales [Confidentiel]** : l'exclusion des 1,5 ETP (sur les 3 ETP demandés) associés aux lois NOTRe et LTECV en raison des possibilités de redéploiement interne pour les traiter [Confidentiel] S'y ajoutent des corrections techniques liées à l'exclusion de 3 ETP en 2018 [Confidentiel] afin de stabiliser l'effectif du GRD Gaz sur la période 2018-2021 et la révision du calcul du salaire [Confidentiel]. Les impacts associés à ces ajustements sur les charges sociales sont [Confidentiel]. Le calcul de la participation est revu en utilisant la moyenne 2013-2015 plutôt que l'estimé 2016 [Confidentiel] ainsi que des corrections techniques associées [Confidentiel];
- **Impôts et taxes (-0,1 M€/an)** : tout comme pour les services extérieurs nous proposons des corrections techniques fondées sur la moyenne 2013-2015 plutôt que sur les données 2016 ou 2017 ;
- **Ajustement général sur les charges à couvrir (-0,8 M€)** : PMP propose un ajustement général des charges équivalent à la baisse des recettes extra-tarifaires envisagées sur la période 2018-2021 par rapport à la période 2013-2015,

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement	Référence
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	186	33	22%	Aucun	Aucun	
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	2 214	492	26%	Une part importante (plus de 70%) de ce poste est couvert par une écriture de production immobilisée.	Aucun	
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	7 307	1 520	24%	100% de ce poste est couvert par une écriture de production immobilisée	Aucun	
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	612	-56	-9%	Aucun	Aucun	
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	477	30	7%	Aucun	Aucun	

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement	Référence
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	8%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les redevances ne sont pas toutes incluses dans le périmètre de la demande tarifaire  Seules les redevances RODP sont conservées	[Confidentiel] Par cohérence avec les autres ELD, seules les RODP sont conservées.	6.2.2
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	3 005	359	14%	Pour les sous-postes entretiens et réparation-biens immobiliers et matériel de transport, ainsi que la vérification périodique des compteurs, Réseau GDS utilise des données 2016 qui ne sont pas certifiées.  20 k€ de charges relatives aux besoins des lois NOTRe et LTECV aux ont été oubliés par Réseau GDS dans le calcul des coûts de sous-traitance  La projection de la composante « autres » des charges de maintenance est établie selon la moyenne 2013-2016	<b>-15,6 k€/an</b> : méthode corrigée de projection du sous-poste entretiens et réparations des biens immobiliers <b>-7,8 k€/an</b> : méthode corrigée de projection du sous-poste Entretien et réparation – matériel de transport <b>-31,6 k€/an</b> : méthode corrigée de projection (moyenne 2014-2015) du sous-poste de vérification périodique des compteurs <b>+5,0 k€/an</b> : intégration des coûts de sous-traitance oubliés par Réseau GDS <b>+4,4 k€/an</b> : correction de la projection de la composante « autres » des frais de maintenance selon la moyenne 2013-2015 <b>-140,9 k€/an</b> : exclusion des coûts de maintenance des projets informatiques (hors projets de transmission de données associées aux lois NOTRe et LTECV) tant que les coûts des gains n'ont pas été démontrés  <b>-78,5 k€/an</b> : Retrait des charges d'entretien des postes GRT Gaz	6.2.1
Assurances (616xxx)	252	22	10%	Aucun	Aucun	
Frais de recherche (617xxx)	0	0	0%	Aucun	Aucun	
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	18%	Aucun	Aucun	
Dépenses de Communication (623xxx)	419	-142	-26%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses de communication externes sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	<b>-228,2 k€/an</b> : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation	1.1.1
Aides commerciales (658120)	837	174	27%	En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'aides commerciales sont exclues du périmètre de la demande tarifaire.	<b>-837,3 k€/an</b> : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation	6.2.4



Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement	Référence
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	1 135	1	0%	<p>Le montant prévu pour l'audit ATRD6 est supérieur à la quote-part prévue pour l'ATDR5. Les coûts associés de conseil sont supérieurs au benchmark effectué entre ELD.</p> <p>La projection de charges 2016-2021 de plusieurs sous-postes du poste « autres charges » est établie à partir du réel 2015, avec parfois des évolutions non justifiées</p> <p>En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les charges des impayés acheminement sont calculées selon un taux uniforme entre ELD de 0,9% du revenu autorisé prévisionnel</p>	<p><b>-9,0 k€/an</b> : correction des coûts de l'audit ATRD6</p> <p><b>-153,3 k€/an</b> : sommes des corrections apportées aux sous-postes de « autres charges » (excepté au frais de documentation) à partir des moyennes 2013-2015.</p> <p><b>+410,1 k€/an</b> : montant des impayés acheminement calculé selon 0,9% du revenu autorisé prévisionnel (le montant est élevé car aucune charge n'avait été retenue par Réseau GDS dans la demande tarifaire ATRD5)</p>	6.2.5
Total consommations externes	18 304	2 588	16%			
Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	8%	<p>La trajectoire d'effectifs fait état d'un solde net positif de 1 ETP en 2016 après -7 ETP en 2015 et +5 ETP arrivées prévues en 2017</p> <p>3 ETP sont prévus pour traiter les besoins des lois NOTRe et LTECV d'après Réseau GDS</p> <p>La formule de calcul de la participation de Réseau GDS s'appuie uniquement sur le montant versé en 2016 avec une trajectoire erronée d'effectifs</p> <p>Correction des montants de charges sociales en fonction des ajustements effectués sur les rémunérations brutes</p>	[Confidentiel]	6.3.1
Charges sociales (645xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	10%			6.3.2
CCAS 1% (6472xx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	3%	Aucun	Aucun	
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	9%	Correction de la projection en s'appuyant sur les moyennes 2013-2015	<b>-2,4 k€/an</b> : correction du poste en s'appuyant sur la moyenne 2013-2015	6.3.3
Total charges de personnel	[Confidentiel]	[Confidentiel]	9%			
Taxe foncière	239	40	23%	Les méthodes de projection des sous-postes d'impôts et taxes sont établies sur la base de l'estimé 2017 (données non certifiées). PMP privilégie les données certifiées 2013-2015	<b>-6,4 k€/an</b> : projection construite en appliquant à la donnée 2015 le taux moyen d'évolution 2013-2015	6.4.1
CVAE/CFE	900	85	11%		<b>-40,4 k€/an</b> : projection construite à partir de la moyenne 2013-2015	

Poste de la demande tarifaire	Montant moyen 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement	Référence
Taxes assises sur les salaires	399	8	2%		<b>-9,5 k€/an</b> : projection construite au pro-rata de la trajectoire de rémunérations brutes	
Versement transport	220	14	7%		<b>+3,4 k€/an</b> : projection construite à partir de la moyenne 2013-2015	
Autres impôts et taxes	242	77	51%		<b>-88,0 k€/an</b> : projection construite à partir de la moyenne 2013-2015.	
Total impôts et taxes	2 000	223	13%			6.4.1
Transfert de charges (791xxx)	157	13	9%	Aucun	Aucun	
Autres recettes extra-tarifaires	4 031	-595	-13%	Justification de la méthode de calcul des travaux pour tiers uniquement sur des recettes récurrentes sans tenir compte d'un volet de recettes non récurrentes.  Réseau GDS n'a pas indiqué la méthode de projection du sous-poste « autres produits d'activités annexes » sur la période 2018-2021	+73,3 k€/an : Recettes de dépassement de capacité qui sont retraitées par cohérence avec l'ATRD4 couvert	6.5
Total recettes extra-tarifaires	4 188	-582	-12%			
Production immobilisée	11 425	2 410	24%			
Ajustement général				Ajustement général sur les charges à couvrir en cohérence avec la baisse observée de plusieurs postes de recettes extratarifaires sur la période 2018-2021 sans contrepartie de baisse des charges	[Confidentiel]	
Charges et produits communes non péréquées à retraiter	[Confidentiel]					
Total charges à couvrir						

## 1.4 Trajectoire proposée par PMP

La moyenne annuelle des ajustements proposés est de **4 114 k€/an**.

Au sein des corrections proposées dans le tableau de synthèse ci-dessus, nous distinguons :

- Les retraitements de périmètres qui concernent les corrections relatives aux décisions de la CRE (dépenses de communication externe, aides commerciales, redevances, gestion des impayés, dépassement de capacité). S'y ajoute la part des charges relatives aux zones non péréquées (soit 0,7% du total des charges à couvrir avant dissociation pour la période 2016-2021) ;
- Les ajustements qui ne sont pas établis à partir de décisions de la CRE.

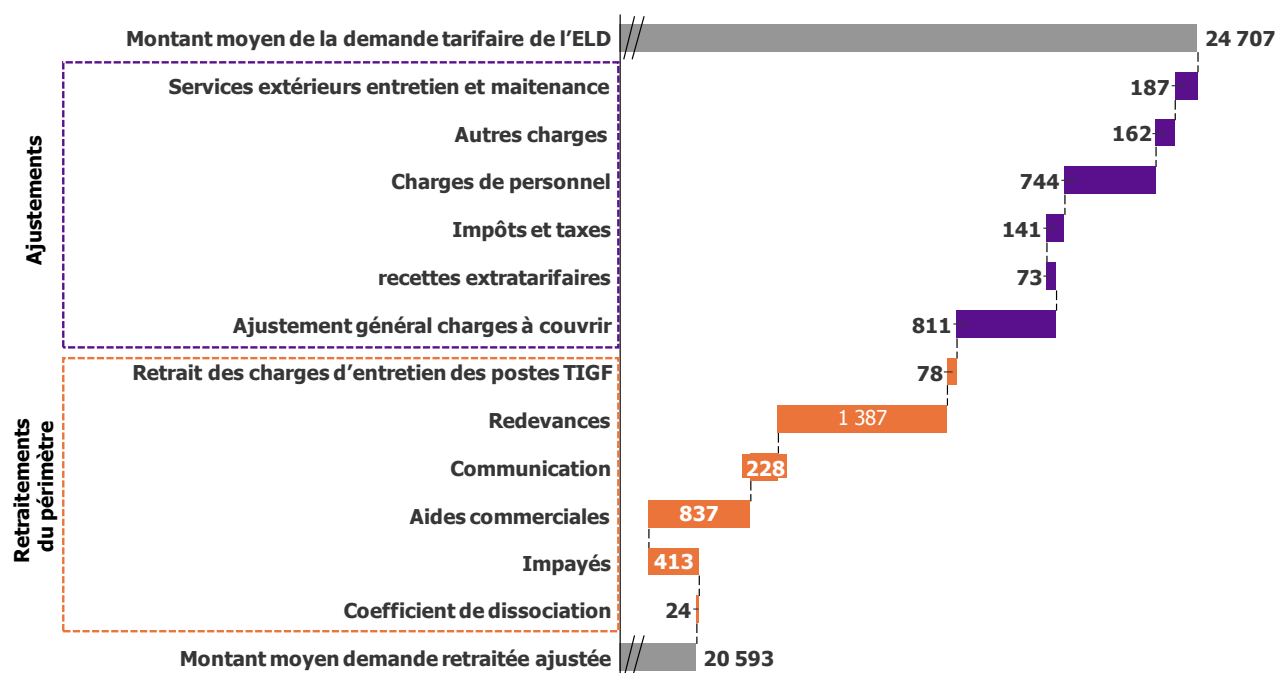
	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
<b>Total de la demande</b>	<b>23 682</b>	<b>24 200</b>	<b>25 190</b>	<b>25 756</b>	<b>24 707</b>
Retraitements de périmètre	-2 021	-2 050	-2 082	-2 124	-2 069
Ajustements (hors ajustement général)	-1 142	-1 223	-1 255	-1 315	-1 234
Ajustement général charges à couvrir	-793	-804	-816	-830	-811
<b>Demande ajustée</b>	<b>19 725</b>	<b>20 123</b>	<b>21 037</b>	<b>21 486</b>	<b>20 593</b>

Le montant des charges à couvrir après ajustements serait donc en moyenne de 20,6 M€ sur la période ATRD5.

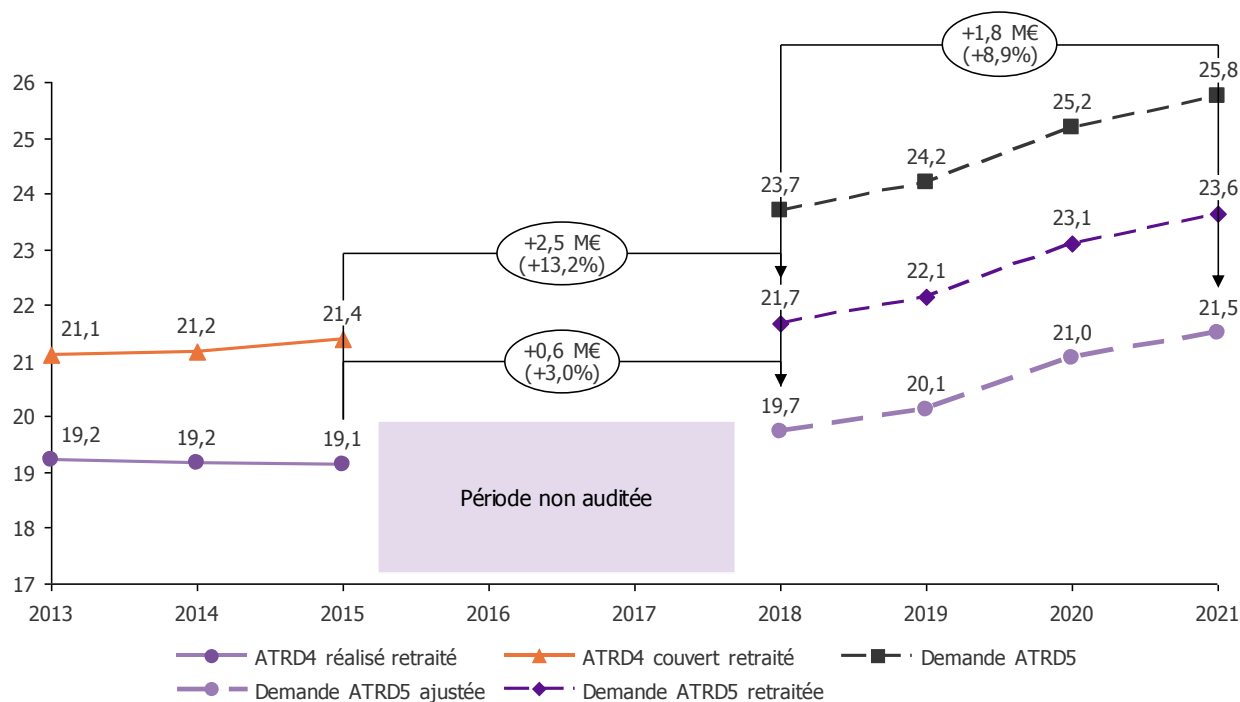
Le détail des différentes corrections (retraitements de périmètre et ajustements) se trouve en annexes.

L'impact pour chaque poste de la demande tarifaire donne :

### Moyenne annuelle des ajustements sur la période ATRD5 par rapport à la demande tarifaire de l'ELD (en k€)



## Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en M€)



k€ courants	2013	2014	2015
<b>ATRD4 couvert</b>	<b>22 548</b>	<b>22 591</b>	<b>22 745</b>
Communication	-287	-289	-238
Aides commerciales	-685	-690	-693
Charge de pertes	-473	-457	-435
<b>ATRD4 couvert retraité</b>	<b>21 103</b>	<b>21 155</b>	<b>21 380</b>

k€ courants	2013	2014	2015
<b>ATRD4 réalisé</b>	<b>21 163</b>	<b>21 120</b>	<b>21 132</b>
Aides commerciales	-784	-809	-645
Redevances hors RODP et contrôles	[Confidentiel]		
Communication	-226	-120	-357
Dépassement de capacité	155	96	73
Charges entretien postes de livraison	-75	-75	-74
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
<b>ATRD4 réalisé retraité</b>	<b>19 214</b>	<b>19 163</b>	<b>19 143</b>

k€ courants	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>23 682</b>	<b>24 200</b>	<b>25 190</b>	<b>25 756</b>
Charges irrécouvrables	395	405	417	423
Aides commerciales	-819	-830	-843	-857
Redevances hors RODP et contrôles	[Confidentiel]			
Dépenses de communication	-223	-226	-230	-234
Dépassement de capacité	72	73	74	75
Charges entretien postes de livraison	-77	-78	-79	-80
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]			
<b>Demande ATRD5 retraitée</b>	<b>21 661</b>	<b>22 150</b>	<b>23 109</b>	<b>23 632</b>

k€ courants	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>23 682</b>	<b>24 200</b>	<b>25 190</b>	<b>25 756</b>
Retraitements	-2 021	-2 050	-2 082	-2 124
Ajustements hors ajustement général	-1 142	-1 223	-1 255	-1 315
Ajustement général	-793	-804	-816	-830
<b>Demande ATRD5 ajustée</b>	<b>19 725</b>	<b>20 123</b>	<b>21 037</b>	<b>21 486</b>

Après retraitements et ajustements, l'écart entre 2015 et 2018 de **+0,6 M€** correspond à la hausse des postes suivants :

- **Services extérieurs, entretien et maintenance (+0,2 M€)** : besoins associés (hors recrutements) aux lois NOTRe et LTECV sont de +0,1 M€ en 2018. Hausses diverses en complément (+0,1 M€) ;
- **Retraitement des redevances** [Confidentiel]: exclusion des redevances de droits de contrôle;
- **Autres charges (+0,2 M€)** : impact du retraitement de prise en compte des charges d'impayés (0,9% du revenu autorisé prévisionnel soit +0,4 M€) à partir de 2018 contrairement à la demande initiale de Réseau GDS qui n'intégrait pas de charges de ce type. S'y ajoute les impacts des ajustements passés sur les sous-postes « d'autres charges » en 2018 à partir de moyennes 2013-2015 (-0,2 M€) ;
- **Charges de personnel** [Confidentiel]:
  - Une hausse de la participation [Confidentiel];
  - [Confidentiel];
  - Une hausse des charges sociales [Confidentiel]
- **Impôts et taxes : +0,1 M€ ;**
- **Recettes extra-tarifaires : -0,2 M€** liés aux ajustements pris sur la période 2018-2021 qui augmentent ce poste vs 2015 ;
- **Production immobilisée : -0,3 M€** liées à la hausse de la production immobilisée qui entraîne une baisse des charges à couvrir. Cette hausse est liée à l'augmentation des charges indirectes de personnel immobilisées induites par l'augmentation des charges de personnel, explicitée dans le point précédent.

## 2. Contexte et objectifs de l'audit

### 2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des consommateurs résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Vialis ;
- Gedia ;
- Caléo ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société Réseau GDS.

### 2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement cette demande.

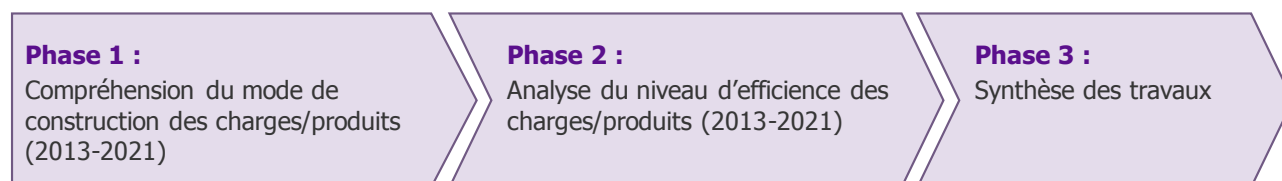
**Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues confidentielles.**

**Convention de présentation des données dans ce rapport :**

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

### 3. Déroulement de l'audit

**L'audit a été organisé en 3 phases :**



**Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :**

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec la prévision ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

**Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.**

**La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :**

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.



## 4. Présentation de l'activité de l'ELD

Le réseau gaz de Réseau GDS dessert 114 communes au travers de 111 contrats dont 81 concernent des zones péréquées et 30 des zones non péréquées.

Les actionnaires de Réseau GDS sont :

- La ville de Strasbourg à 50,1% ;
- Le groupe GDF Suez à 24,9% ;
- La caisse des dépôts et consignations à 25%.

Les filiales de Réseau GDS sont à ce jour :

- Energival ;
- Gaz de Barr ;
- Générale d'installations énergétiques (GIE).

Le volume (brut) de gaz naturel distribué sur les différentes zones desservies est sur l'exercice du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 30 Septembre 2016 de :

- Zones péréquées : 4557 GWh ;
- Zones non péréquées : [Confidentiel];

### Chiffres clés 2015 (période d'exercice comptable du 01/10/2015 au 30/09/2016 – zones péréquées et non péréquées) :

- Linéaire de réseau Gaz : 1908 km ;
- CA GRD Gaz : 49,8 M€ ;
- ETP GRD Gaz : 235 ;
- Nombre de PDL : 107 440 ;
- Consommation brute corrigée du climat : [Confidentiel].

Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz a diminué au global de 1,2 % entre 2013 et 2015 et diminuera selon Réseau GDS de 4,9 % entre 2015 et 2021.

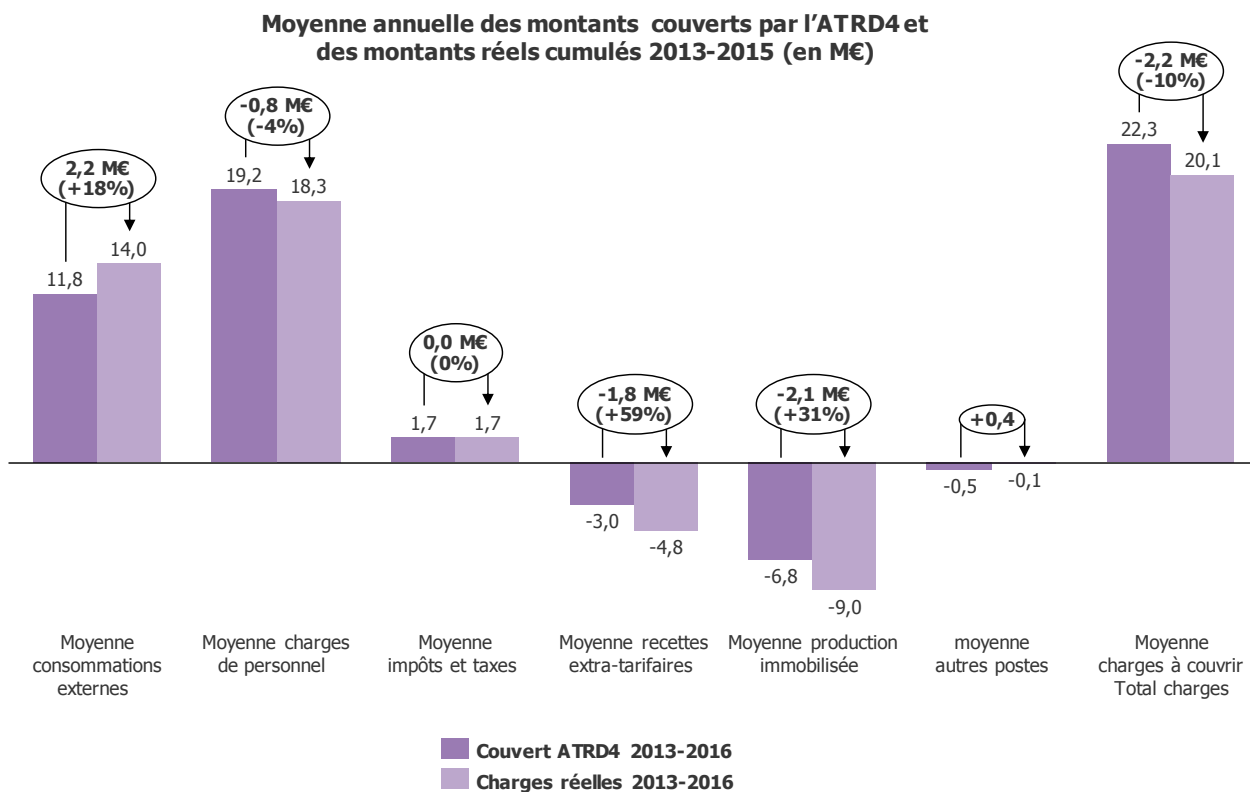
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	37 753	35 929	34 089	33 962	32 130	30 809	29 488	28 166	26 845
T2	69 295	71 124	71 740	70 702	71 925	72 409	72 893	73 377	73 861
T3	1 591	1 618	1 561	1 530	1 515	1 490	1 466	1 442	1 418
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	108 691	108 722	107 440	106 245	105 619	104 756	103 894	103 031	102 169

La consommation brute corrigée du climat a diminué de -1,5% sur la même période 2013-2015 et diminuera selon Réseau GDS de 14,8% entre 2015 et 2021.

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>T1</b>	76 909	71 022	58 784	67 849	58 411	54 171	49 978	45 831	41 730
<b>T2</b>	1 752 065	1 622 881	1 680 550	1 721 510	1 664 079	1 642 288	1 620 773	1 599 531	1 578 558
<b>T3</b>	1 408 574	1 330 347	1 354 866	1 313 137	1 272 730	1 266 045	1 177 750	1 158 032	1 138 493
<b>T4</b>	[Confidentiel]								
<b>TP</b>									
<b>Total</b>	4 782 001	4 615 359	4 800 096	4 856 484	4 702 488	4 541 109	4 209 125	4 150 308	4 092 010

## 5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015

En moyenne annuelle sur la période 2013-2015, le montant des charges réelles a été inférieur de -2,2 M€ (-10%) au montant couvert par le tarif ATRD4.



En moyenne annuelle sur la période 2013-2015 les écarts avec la demande tarifaire ATRD4 portent principalement sur :

- Consommations externes (+2,2 M€) : les postes « achats stockés » et « Achats de matériel, équipement et travaux », qui dépassent respectivement la prévision ATRD4 de +0,2 M€ et +1,4 M€ en raison des travaux plus élevés que prévu. Ces écarts ont au final une incidence faible sur les charges à couvrir car elles sont essentiellement compensées par des écritures de production immobilisée. En complément le poste de « services extérieurs, entretien et maintenance » a été supérieur au couvert ATRD4 de [Confidentiel] en raison du projet de sécurisation des branchements lancé en 2015. Enfin l'écart avec le couvert ATRD4 s'explique par le fait qu'il y a plus eu de personnel intérimaire (poste de « prestations externes ») que prévu (+0,2 M€) ;
- Les charges de personnel qui sont inférieures au couvert ATRD4 de -0,8 M€ en raison du CICE qui est uniquement intégré aux charges réelles (impact moyen annuel : -0,3 M€). De plus, les taux de charges sociales ont été plus faibles que prévu (-0,1 M€/an). L'écart restant est notamment du, d'après Réseau GDS à une différence d'ETP vs prévisionnel (sans chiffrage fourni) ;

- Les recettes extra-tarifaires qui ont dépassé le prévisionnel de -1,8 M€ car les prestations vendues ont été plus élevées que prévues pour :
  - Les locations de postes et de compteurs (-0,4 M€/an) ;
  - Les prestations catalogue (-0,2 M€/an) ;
  - Les travaux pour tiers (-0,4 M€/an) ;
  - Les facturations intra-groupe (-0,5 M€/an).

De plus des recettes non récurrentes ont contribué à cet écart avec la perception en 2015 d'une subvention [Confidentiel] (soit un impact moyen annuel de -0,1 M€/an) [Confidentiel]

- La production immobilisée qui a dépassé le couvert ATRD4 de -2,1 M€ en raison notamment des dépassements notés sur les postes « achats stockés » et « achat de matériel » ;
- Un écart de -0,1 M€ lié aux hypothèses différentes de pourcentage de dissociation des charges non péréquées (0,05% pour le couvert ATRD4 et 0,5% pour les charges réelles 2013-2015) ;
- Un écart de +0,4 M€ sur divers postes.

## 5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous rappelle les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATRD4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Inflation pour calcul ATRD4</b>		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
<b>Inflation réelle (source INSEE)</b>	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		1,0190	1,0384	1,0581	1,0782	
<i>cumul IPC réel</i>		1,0074	1,0115	1,0118	1,0138	

## 5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommations externes, l'écart annuel moyen entre les charges réelles et les montants couverts par l'ATRD4 est de 3 196 k€.

en k€ courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen annuel 2013-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx )	238,8	214,1	-24,7	243,6	156,4	-87,2	245,8	149,40	-96,4	-69,5
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	1 515,6	1 470,4	-45,2	1 607,0	1 936,8	329,9	1 543,7	1 899,3	355,7	213,5
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	4 031,6	3 916,8	-114,8	4 358,1	6 417,9	2 059,8	4 075,3	6 284,0	2 208,7	1 384,5
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	506,4	541,5	35,0	510,2	598,6	88,4	512,3	655,1	142,9	88,8
Loyers, crédit bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	575,9	480,0	-95,9	589,1	420,8	-168,3	601,6	436,5	-165,1	-143,1
Redevances (613220 et 651xxx)										
dont occupation des sols	[Confidentiel]									
dont redevance de desserte										
dont redevances de droit de contrôle										
dont autres redevances										
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	2 088,2	2 250,9	162,7	2 104,9	2 481,0	376,1	2 115,9	2 613,5	497,6	345,5
Informatique	62,5	0,0	-62,5	75,6	0,0	-75,6	75,9	0,0	-75,9	-71,3
Assurances (616xxx)	310,8	229,0	-81,8	313,1	224,8	-88,3	314,4	225,2	-89,2	-86,4
Frais de recherche (617xxx)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]									
Dépenses de Communication (623xxx)										
Aides commerciales (658120)	815,2	783,8	-31,4	821,2	809,2	-12,0	824,6	645,2	-179,4	-74,3
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	867,7	826,8	-40,9	891	836,5	-54,5	905	1 084,30	179,3	28
<b>Total consommations externes</b>	<b>11 573,9</b>	<b>12 816,9</b>	<b>1 305,5</b>	<b>12 082,6</b>	<b>15 973,6</b>	<b>3 891,0</b>	<b>11 736,5</b>	<b>16 191,0</b>	<b>4 454,5</b>	<b>3 196,1</b>
<b>Total consommations externes hors « autres redevances »</b>	<b>11 573,9</b>	<b>11 787,1</b>	<b>275,7</b>	<b>12 082,6</b>	<b>14 914,9</b>	<b>2 832,3</b>	<b>11 736,5</b>	<b>15 195,1</b>	<b>3 458,6</b>	<b>2 167,0</b>

Les principaux écarts sont les suivants :

### 5.2.1 Fournitures non stockables (achats d'énergie)

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (-70 k€)

Ce poste est retraité du montant des achats de pertes sur le couvert ATDR4, en cohérence avec le traitement des charges réelles. En effet, les charges de pertes ne sont pas prises en compte ni dans le réalisé ATRD4 de Réseau GDS, ni dans la demande ATRD5. Les montants retraités sont les suivants :

En € courants	2013	2014	2015
<b>Charge de pertes</b>	473 195	456 852	434 763

### 5.2.2 Achats stockés

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (+213 K€ soit +13,7%)

L'écart sur ce poste est à mettre en lien avec le fait que ce poste est constitué à plus de 70% par des charges immobilisées. L'impact final sur les charges à couvrir est donc marginal. Cette hypothèse de couverture est conservée sur la période de l'ATRD5 (2018-2021).

### 5.2.3 Achats de matériel, équipements et travaux

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (+1 385 K€ soit +33,3%)

L'écart sur ce poste est à mettre en lien avec le fait que ce poste est constitué à 100% par des charges immobilisées. L'impact final sur les charges à couvrir est donc nul. Cette hypothèse de couverture à 100% est conservée sur la période de l'ATRD5 (2018-2021).

### 5.2.4 Loyers, crédit bail et charges locatives

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (-143 K€ soit -24,3%)

Ce poste comprend la location du terrain des bâtiments de GDS, mais aussi la location du matériel de bureau, de chantier et les locations mobilières. GDS a fourni le tableau suivant, expliquant les principales sources d'écarts :

Détail des écarts vs ATRD4 de loyer, crédit-bail et charges locatives (k€ courants)	2013 R	2014 R	2015 R	
Locations terrains	-45,5	-41,4	Non significatif	Montant location du terrain 2009-2012 : 140 k€/an (idem 2015) - erreur de comptabilisation en 2013 et 2014 induit par un décalage de facturation
Autres locations mobilières	-21,9	-39,5	-38,6	La charge réelle est d'environ 250 k€/an vs 280 k€/an prévu dans la demande ATRD4
Locations matériels de chantier	3,4	-51,7	-57,6	Le niveau historique est d'env. 70 k€, alors que pour les années 2014 et 2015 le niveau est exceptionnellement bas
Locations matériels de bureau	Non significatif	Non significatif	-28,3	Baisse en 2015 liée à l'achat en investissements des imprimantes/copieurs : diminution des coûts de location
<b>Total</b>	<b>-63,7</b>	<b>-132,6</b>	<b>-124,4</b>	

Les charges couvertes ATRD5 ont été construites dans la continuité des charges réelles 2013-2015 en tenant compte des avances structurelles des postes « autres locations mobilières » et « locations matériel de bureau ».

### 5.2.5 Services extérieurs

#### **Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (+345 K€ soit +16,4%) :**

Réseau GDS n'a été en mesure d'expliquer le surcoût de ce poste vs le couvert ATRD4 qu'au motif des travaux effectués pour la sécurisation des branchements du réseau (248 k€ engagés en 2015 soit un impact moyen annuel de +83 k€/an) qui n'étaient pas pris en compte en ATRD4. Le coût des branchements dont les opérations de sécurisation vont se poursuivre, a été intégré dans la demande ATRD5. Par ailleurs, Réseau GDS indique que les travaux de fouilles sont difficilement maîtrisables et qu'à ce titre ils ont contribué à l'écart avec le couvert ATRD4.

### 5.2.6 Assurances

#### **Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (-86 K€ soit -27,6%) :**

Le sous-poste assurance fut largement surévalué dans le couvert ATRD4. Réseau GDS reconnaît avoir mal prévu ce poste car le montant couvert ATRD4 fut calculé en fonction du réalisé de la période 2009-2011. Réseau GDS donne un détail du montant des charges d'assurance réalisé sur cette période alors que les coûts réels 2013-2015 sont de l'ordre [Confidentiel]

Les charges sur la période prévisionnelle sont en ligne avec les charges réelles.

### 5.2.7 Prestations externes

#### **Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (+208 K€ soit +202%) :**

Le poste de prestation externe inclut tout le personnel intérimaire. Réseau GDS explique les écarts constatés vs le couvert ATRD4 par la difficulté à prévoir les montants de ce poste car il varie en fonction des maladies des agents et de l'activité.

### 5.3 Principaux écarts du poste Charges de personnel

Sur la partie charge de personnel, l'écart entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de -814 K€ soit -4,3%. [Confidentiel]

#### 5.3.1 Charges sociales

Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts par l'ATRD4 (-660 k€ soit -4%)

Réseau GDS a fourni les explications suivantes à l'écart constaté :

Charges sociales	2013 (k€)	2014 (k€)	2015 (k€)	Total des écarts
Réel yc CICE	[Confidentiel]			
Couvert ATRD4				
Ecart	-295	-529	-1158	-1981
	2013	2014	2015	Total des écarts
Absence de prise en compte du CICE	-113	-334	-364	-811
Augmentation moindre du taux de charges sociales vs prévision ATRD4	-95	-31		
Baisse du taux de cotisations en 2015 suite à la prise en charge directe par Réseau GDS de la couverture des "événements de la vie"				
Variations des effectifs, participation des salariés aux résultats de l'entreprise...				
Impact total chiffré	-208	-366	-641	-1214

Le CICE n'a pas été pris en compte dans le couvert ATRD4.  
[Confidentiel]

### 5.4 Principaux écarts sur le poste Impôts et taxes

Sur la partie impôts et taxes, l'écart annuel moyen entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de +8 K€ soit +0,5%.

En k€ courants	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne annuelle
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Taxe foncière	168,1	160,7	-7,4	169,4	163,0	-6,4	170,1	174,3	4,2	-3,2
Taxe professionnelle	794,8	769,6	-25,3	800,7	899,5	98,8	804,0	795,0	-8,9	21,5
Taxes assises sur les salaires	313,5	322,5	9,1	325,4	336,8	11,3	336,8	377,1	40,3	20,2
Versement transport	209,0	230,0	21,1	216,9	208,5	-8,5	224,5	201,1	-23,4	-3,6
Autres	173,2	151,4	-21,8	174,5	138,8	-35,7	175,2	152,2	-23,0	-26,9
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>1 658,6</b>	<b>1 634,2</b>	<b>-24,4</b>	<b>1 687,0</b>	<b>1 746,4</b>	<b>59,5</b>	<b>1 710,6</b>	<b>1 699,7</b>	<b>-10,9</b>	<b>8,1</b>

Ce poste n'appelle aucune remarque de la part de PMP



## 5.5 Principaux écarts sur le poste Recettes extra-tarifaires

Sur la partie recettes extra-tarifaires, l'écart entre les recettes réelles et le montant couvert ATRD4 est de +1 782 K€ soit +59 %. [Confidentiel]

### 5.5.1 Locations de compteurs et de postes

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts ATRD4 (+435 k€ soit +37%)

Réseau GDS a indiqué que le poste de locations de compteurs et de postes avait été plus élevé que prévu en raison notamment de la promotion faite à la location auprès des consommateurs importants. PMP observe que les recettes prévisionnelles se poursuivent sur la période 2017-2021 sur la tendance des recettes réelles 2013-2016.

### 5.5.2 Autres prestations des autres recettes extra-tarifaires

#### Ecart annuel moyen entre montants réels et montants couverts ATRD4 (+1 060,5 k€ soit +62%)

Autres recettes extratarifaires (en k€ courant)	2013 R	2014 R	2015 R	Moyenne annuelle 2013-2015
Facturation prestations catalogue (# 7016)	[Confidentiel]			
Travaux pour tiers (# 704 et 706)				
Prestations pour tiers (# 708)				
Pénalités pour dépassement de capacités				
Préacheminement Gaz de Barr				
Autres				
<b>Total autres recettes extra-tarifaires</b>	<b>2 415,4</b>	<b>3 082,6</b>	<b>2 853,5</b>	<b>2 783,8</b>

L'écart positif de ces recettes vs le couvert ATRD4 est notamment dû, d'après Réseau GDS, à des effets conjoncturels qui n'ont pas été repris la construction du prévisionnel ATRD5 :

Le sous-poste « travaux pour tiers » a connu une hausse exceptionnelle en 2014[Confidentiel] en raison des travaux exécutés par les fonctions support de Réseau GDS lors de la création des filiales de chauffage urbain. Ces recettes n'étaient pas prévues dans la demande ATRD4,

- Le sous-poste « autres » intègre en 2014 et 2015 des prestations de construction de réseau de chaleur. Réseau GDS n'a pas fourni de montant associé à ces prestations. De plus, une subvention [Confidentiel] a été perçue en 2015 [Confidentiel] (subvention non récurrente car il s'agissait du premier projet d'injection de biométhane).
- Des prestations [Confidentiel] ont été facturées à la filiale [Confidentiel] au titre de la mise à disposition de personnel de fonctions support. Celle-ci s'est arrêtée en 2016. Réseau GDS indique que cette société fonctionne à présent de manière « autonome ». [Confidentiel] .

## 5.6 Principaux écarts sur le poste Production immobilisée

Sur la partie production immobilisée, l'écart annuel moyen entre le réel et le montant couvert par l'ATRD4 est de +2 141 K€ soit +31,3%

En k€ courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne annuelle
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
<b>Total production immobilisée</b>	6 634,4	6 929,0	294,6	7 165,6	10 110,8	2 945,1	6 706,5	9 891,1	3 184,6	2 141,4

### Ecart annuel moyen montants réels et montants couverts ATRD4 (+2 141 K€ soit +31,3%) :

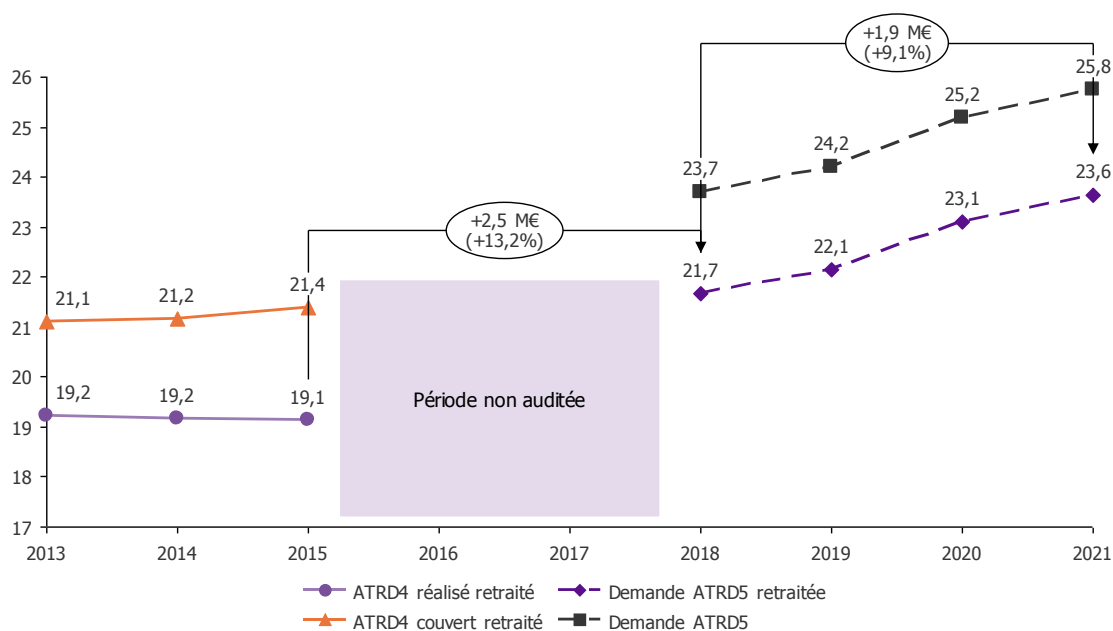
Cet écart neutralise les écarts observés notamment sur les postes d'achats stockés (+0,2 M€) et d'achats de matériel (+1,4 M€).

## 6. Analyse de la demande tarifaire ATRD5

### 6.1 Synthèse de la demande tarifaire

Au total, l'augmentation de la demande tarifaire entre 2015 et 2018 est de +2,5 M€ (+13,2 %).

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5  
2013-2021 (en M€)



k€ courants	2013	2014	2015
<b>ATRD4 couvert</b>	<b>22 548</b>	<b>22 591</b>	<b>22 745</b>
Communication	-287	-289	-238
Aides commerciales	-685	-690	-693
Charge de pertes	-473	-457	-435
<b>ATRD4 couvert retraité</b>	<b>21 103</b>	<b>21 155</b>	<b>21 380</b>

€ courants	2013	2014	2015
<b>ATRD4 réalisé</b>	<b>21 163</b>	<b>21 120</b>	<b>21 132</b>
Aides commerciales	-784	-809	-645
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
Communication	-226	-120	-357
Dépassement de capacité	155	96	73
Charges entretien postes de livraison	-75	-75	-74
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]		
<b>ATRD4 réalisé retraité</b>	<b>19 214</b>	<b>19 163</b>	<b>19 143</b>

k€ courants	2018	2019	2020	2021
<b>Demande ATRD5</b>	<b>23 682</b>	<b>24 200</b>	<b>25 190</b>	<b>25 756</b>
Charges irrécouvrables	395	405	417	423
Aides commerciales	-819	-830	-843	-857
Redevances hors RODP et contrôle	[Confidentiel]			
Dépenses de communication	-223	-226	-230	-234
Dépassement de capacité	72	73	74	75
Charges entretien postes de livraison	-77	-78	-79	-80
Périmètre non péréqué	[Confidentiel]			
<b>Demande ATRD5 retraitée</b>	<b>21 661</b>	<b>22 150</b>	<b>23 109</b>	<b>23 632</b>

**A noter que la demande tarifaire de Réseau GDS est construite en intégrant les coûts des zones péréquées et non péréquées. Réseau GDS a justifié cette position en indiquant que son outil comptable ne pouvait pas dissocier ce type de charges. Afin de répondre néanmoins au cadre de la demande tarifaire ATRD5, Réseau GDS a utilisé un coefficient de dissociation appliqué au total des charges à couvrir pour déterminer la part de charges en zones péréquées et non péréquées.**

Ce coefficient est calculé à partir des volumes de gaz acheminés sur l'exercice 2015-2016 selon ces zones.

Volume de gaz acheminé en zones non péréquées : [Confidentiel];

Volume de gaz acheminé en zones péréquées : 4557 GWh

→ Valeur de la clé utilisée : [Confidentiel]; Cette valeur a été appliquée sur toutes les charges à couvrir de la période 2013-2015. Pour la période 2016-2021, [Confidentiel]; Pour information ce coefficient était [Confidentiel]; pour la construction de la prévision ATRD4.

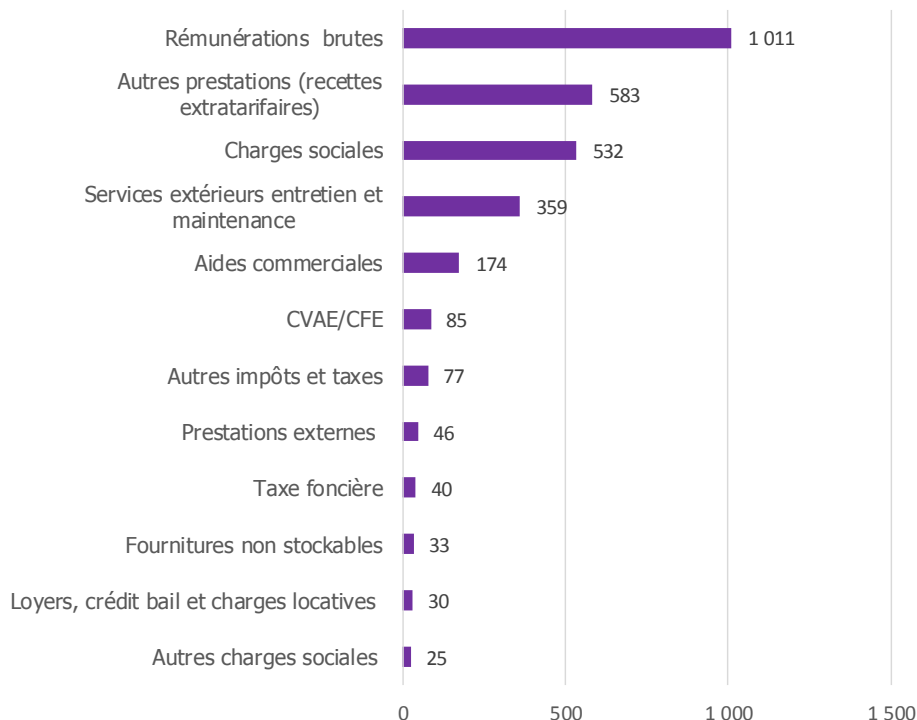
Pour neutraliser cet écart de coefficient, nous avons appliqué un coefficient [Confidentiel]; au total des charges à couvrir réelles de la période ATRD4 (courbe ATRD4 réalisé retraité du 1.3).

De plus, un coefficient [Confidentiel]; a été appliqué au total des charges à couvrir réelles de la période ATRD4 (courbe ATRD4 réalisé retraité du 1.4 et 6.1). Enfin pour tenir compte de l'évolution des consommations en zones non péréquées, nous avons retenu un coefficient [Confidentiel]; au total des charges à couvrir prévisionnelles de la période ATRD5 (courbe ATRD5 retraitée du 1.4 et du 6.1 [Confidentiel]). **Nous recommandons à Réseau GDS de faire évoluer son outil comptable afin d'être en mesure de produire des comptes isolant les charges d'exploitation des zones péréquées et non péréquées avec plus de précision qu'une seule clé de dissociation.**

Concernant la présente demande tarifaire ATRD5, l'utilisation de la clé choisie par Réseau GDS, en accord avec la CRE lors de la demande ATRD4, nous semble néanmoins cohérente.

Les postes de la demande tarifaire ayant les principales contributions à la hausse entre 2015 et 2018 sont :

**Principaux postes contribuant à la hausse  
de la demande tarifaire entre 2015 et 2018 (k€)**



➤ **Rémunérations et charges sociales : la hausse de ces postes est liée à :**

- Une hausse nette des effectifs de +7 ETP : [Confidentiel]
  - 4 ETP (hors loi NOTRe et LTECV) arrivés en 2017 pour 180k€ de rémunérations brutes correspondant, d'après Réseau GDS, à des créations de postes;
- Une hausse de la participation [Confidentiel];

➤ [Confidentiel] **Recettes extra-tarifaires** : la baisse des recettes entraîne une hausse des charges à couvrir. Cette baisse est liée à des recettes non récurrentes survenues en 2015 (construction d'un réseau de chauffage urbain [Confidentiel], facturation de prestations de fonctions support à la filiale [Confidentiel] perception d'une subvention de [Confidentiel]) qui ne se poursuivent pas en 2018 d'après Réseau GDS.

➤ **Services extérieurs, entretien et maintenance** : les coûts de maintenance augmentent [Confidentiel] en raison deancements de nouveaux projets informatique. De plus les besoins associés aux lois NOTRe et LTECV sont de [Confidentiel] en 2018.

➤ **Impôts et taxes** : une hausse de +223 k€ en raison d'une croissance forte prévue sur la taxe foncière et une hausse en 2016 pour la CVAE.

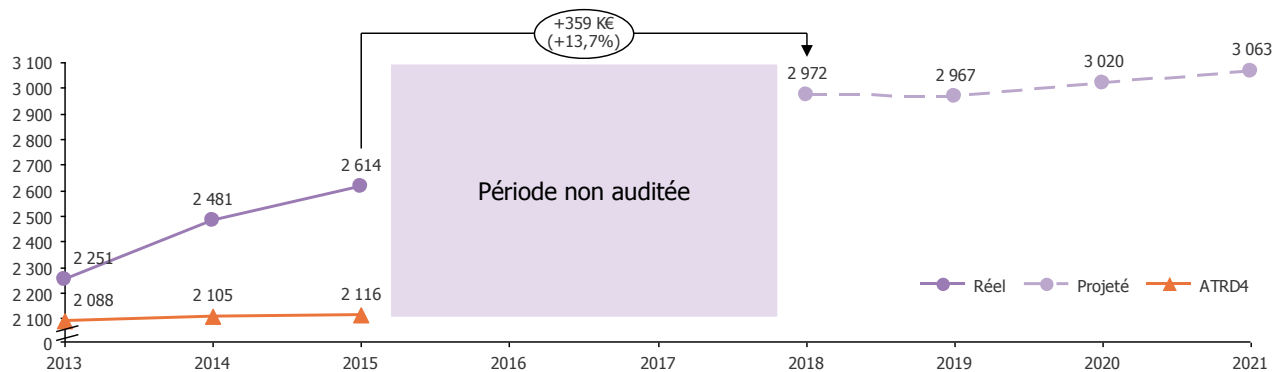
**L'ensemble des commentaires effectués par Réseau GDS sur les ajustements proposés par PMP sont repris en annexes (cf. 0)**

## 6.2 Principales évolutions du poste « consommations externes »

### 6.2.1 Services extérieurs entretien et maintenance

Le poste de Services extérieurs, entretien et maintenance augmente sur la période 2015-2018 de +359k€ (+13,7 %).

Evolution des services extérieurs entretien et maintenance en k€ 2013 - 2021



Ce poste contient plusieurs sous-postes :

#### a) Sous-traitance

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Montants réels de sous-traitance et prévisionnel 2016	[Confidentiel]										
Base récurrente											
Besoins pour Lois NOTRe et LTECV											
Externalisation de la protection cathodique											
Total sous-traitance (k€ constants)											
<b>Total sous-traitance (k€ courants)</b>	<b>945</b>	<b>1 012</b>	<b>976</b>	<b>1 125</b>	<b>1 107</b>	<b>1 192</b>	<b>1 147</b>	<b>1 175</b>	<b>1 184</b>	<b>1 175</b>	<b>+216</b>

Les besoins de sous-traitance pour remplir les obligations des lois NOTRe et LTECV ont été détaillés de la manière suivante par Réseau GDS :

Thématique	Nature de la dépense	[Confidentiel]					
Engagement dans la transition énergétique à l'échelle du territoire	Conventions de partenariat avec les collectivités territoriales pour le financement d'outils et d'études liées à la mise en œuvre de leurs stratégies énergétiques						
Prévision pluriannuelle de la consommation	Etude par segment de marché du taux de pénétration du gaz et analyse des perspectives d'évolution						
Mise à disposition de données énergie aux personnes publiques et aux propriétaires et gestionnaires d'immeubles	Assistance à la création/optimisation des univers "Business Objects" et à la création de requêtes complexes nécessitant des compétences en langage SQL						
	Assistance à la mise en place des nouvelles données de regroupement des consommations (notamment mailles IRIS et EPCI) avec affectation des PCE						
Evolution des Comptes Rendus Annuels de concession	Assistance à la création/optimisation des univers "Business Objects" et à la création de requêtes complexes nécessitant des compétences en langage SQL						
	Assistance à la mise en place des comptes rendus annuels et optimisation du processus						
	Mise en forme, impression et façonnage des documents						
<b>Total besoins Loi NOTRe et LTECV</b>		<b>20</b>	<b>90</b>	<b>50</b>	<b>40</b>	<b>30</b>	<b>46</b>

En comparant ces montants de dépenses avec les autres ELD, il ressort que ces prévisions de besoins sont cohérentes et n'apportent pas de corrections de notre part.

PMP note qu'un oubli de 20 k€ existe en 2019 dans la demande tarifaire de Réseau GDS. Il s'agit des charges de convention de partenariat avec les collectivités pour le financement d'outils et études liées à la mise en œuvre de leurs stratégies énergétiques.

**Proposition d'ajustement initiale :** Après échange avec Réseau GDS pour vérification, PMP propose un ajustement moyen annuel de **+5 k€/an** correspondant à la quote-part de coût (20k€ en 2019) oublié par Réseau GDS dans sa demande tarifaire concernant les besoins des lois NOTRe et LTECV.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

## b) Entretien terrains

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Entretien terrains	1	0	4	0	2	0	2	0	2	1	-4

La méthode de projection de cette charge n'a pas été détaillée par Réseau GDS. Au vu de son évolution sur la période 2018-2021, elle n'appelle pas néanmoins de remarques de notre part.

## c) Entretien et réparation - biens immobiliers

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2016
Entretien et réparation - Biens immobiliers <b>k€ constants</b>	270	276	310	293	300	300	300	300	300	300	-3
Entretien et réparation - Biens immobiliers <b>k€ courants</b>	270	276	310	293	303,2	307	311	316	321	314	-14

Réseau GDS a projeté cette charge en prenant la moyenne de l'année 2015 et de l'estimé budgétaire 2016, arrondie à 300 k€/an (en k€ constants).

**Proposition d'ajustement initiale :** Nous proposons de corriger la méthode de projection des années 2017 à 2021 en s'appuyant sur la moyenne des années 2013-2015 plutôt qu'utiliser l'estimé budgétaire 2016 qui ne correspond pas à des données certifiées. L'impact annuel moyen est de **-15,6 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

Entretien et réparation - Biens immobiliers – k€ Courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21
Demande tarifaire Réseau GDS	307,0	311,3	316,1	321,4	314,0
Ajustement	-15,3	-15,5	-15,7	-16,0	-15,6
Demande ajustée	292	296	300	305	298,3



## d) Entretien des réseaux

Réseau GDS a fourni le détail des charges relatives à l'entretien et au remplacement des postes de livraison GRT Gaz.

Cependant, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 modifie les conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que les gestionnaires de réseau de transport de gaz assurent à leurs frais les opérations ci-dessous :

- Pour les postes de livraison : les adaptations aux évolutions de prévision ou de livraison, le renouvellement, l'exploitation et la maintenance ;
- Pour les branchements : l'exploitation et la maintenance y compris les réparations éventuelles de tronçons du branchement dans le respect de la réglementation.

En k€	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Entretien des réseaux	111	276	513	346	425	430	436	442	450	439,6
<i>dont charges de maintenance des postes de livraison et branchements</i>	75	75	74	74		77	78	79	80	78,5
Ajustement						-77	-78	-79	-80	-78,5

**Proposition d'ajustement finale :** Au regard des changements réglementaires entre les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz, le poste services extérieurs, entretien et maintenance contient des charges qui ne sont pas couvertes par le tarif ATRD5. PMP propose ainsi un ajustement à hauteur de **-78,5 k€** par an afin de retirer ces charges de la demande tarifaire.

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Entretien des réseaux – k€ constants	111	276	513	346	420	420	420	420	420	420	-93
Entretien des réseaux – k€ courants	111	276	513	346	425	430	436	442	450	440	-83

En 2015 Réseau GDS a mené des travaux [Confidentiel] de mise en conformité de tous les branchements de son réseau datant de 2004 à 2008 ([Confidentiel] - ceux réalisés après 2008 étaient sécurisés d'office), suivant l'arrêté de Sécurité du 13 Juillet 2000 (article 14.2 - pour tout branchement neuf réalisé après le 30 juin 2004).

Sur la période 2017-2021, Réseau GDS estime que la part récurrente de coût d'entretien des réseaux est de [Confidentiel]. A cela, il a rajouté une charge [Confidentiel] pour poursuivre, sans que cela soit obligatoire (l'arrêté de 2000 ne porte que sur les branchements postérieurs à 2004), la tâche de sécurisation de son réseau sur une période de 15 ans [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP laisse à l'appréciation de la CRE de passer un éventuel ajustement concernant ce projet technique.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

#### e) Entretien et réparation - matériel de transport

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Entretien et réparation - Matériels de transport – k€ constants	62	51	51	66	62	62	62	62	62	62	+11
Entretien et réparation - Matériels de transport – k€ courants	62	51	51	66	63	63	64	65	66	65	+ 12

La méthode de projection de ce sous-poste n'a pas été précisée par Réseau GDS.

**Proposition d'ajustement initiale :** Au regard de l'évolution des charges prévisionnelles par rapport aux charges réelles, nous proposons de corriger la méthode de projection des années 2017 à 2021 en s'appuyant sur la moyenne des années 2013-2015. L'impact annuel moyen est de **-7,8 k€/an** sur la période 2018-2021.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

Entretien et réparation - Matériels de transport – k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Demande tarifaire GDS	63	64	65	66	65
Ajustement	-8	-8	-8	-8	-8
Demande ajustée	56	57	58	58	57

## f) Entretien et réparation - Mobiliers et matériels de bureau

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Entretien et réparation - Mobiliers et matériels de bureau – k€ constants	20	25	27	28	25	25	25	25	25	25	
Entretien et réparation - Mobiliers et matériels de bureau – k€ constants	20	25	27	28	25	26	26	26	27	26	- 2

La méthode de projection de ce sous-poste n'a pas été précisée par Réseau GDS. Au regard de l'évolution des charges prévisionnelles par rapports aux charges réelles, elle n'appelle pas néanmoins de remarques de notre part.

## g) Entretien et réparation – Matériel divers

L'évolution de ce poste sur la période 2017-2021 a été décomposée de la manière suivante par Réseau GDS :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 vs 2015
Entretien et réparation - Matériels divers – k€ constants	45	52	22	50	52	52	52	52	52	52	+30
Entretien et réparation - Matériels divers – k€ courants	45	52	22	50	53	53	54	55	56	54	+ 31

La méthode de projection de ce sous-poste n'a pas été précisée par Réseau GDS. Au regard de l'évolution des charges prévisionnelles par rapports aux charges réelles, elle n'appelle pas néanmoins de remarques de notre part sachant que Réseau GDS a indiqué que le montant de l'année 2015 était atypique :

	2009 R	2010 R	2011 R	2012 R	2013 R	2014 R	2015 R
Entretien et réparation - Matériels divers – k€ constants	56,4	52,6	52,7	48,5	45	52	22

## h) Maintenance

Le sous-poste de maintenance comporte essentiellement des prestations de maintenance informatique :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Ecart 2018 Vs 2015
Maintenance – k€ courants	798	789	710	691	798	901	926	940	956	931	191
Dont informatique	[Confidentiel]										
Dont charges de vérification périodique de compteurs											
Dont autres charges											

- La composante de maintenance informatique est construite en partant [Confidentiel] à laquelle sont rajoutées les charges de maintenance de nouveaux projets :

En k€ courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Base : moyenne 2013-2016 [Confidentiel]	[Confidentiel]					
Charges de maintenance pour nouveaux projets informatique						
<b>Total maintenance informatique</b>	<b>566</b>	<b>665</b>	<b>688</b>	<b>698</b>	<b>710</b>	<b>690</b>

Le détail des charges de maintenance des nouveaux projets est le suivant. Réseau GDS a indiqué que les montants ont été construits en prenant une hypothèse de 10% des capex en coûts de maintenance annuelle :

En K€ courants	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Projet SPID (Solution pour la Planification des Interventions Dématérialisées)	[Confidentiel]					
Mise en place d'un outil de GMAO						
Outil pour tester les nouvelles versions de notre application de gestion clientèle						
Outil de gestion des accès aux réseaux et des consignations						
Transmission de données énergie aux personnes publiques (article 179 LTECV)						
Outil d'archivage électronique						
Outil de gestion des circuits de commandes et de factures						
Télesurveillance et télé-exploitation des postes stratégiques, de la Protection Cathodique et des stations biométhane						
Mise en place d'un entrepôt de données						
<b>Total charges de maintenance nouveaux projets informatiques</b>						

**Proposition d'ajustement initiale :** hormis les coûts de maintenance de la transmission des données énergie aux personnes publiques qui est associé à des obligations réglementaires, les coûts de maintenance de ces projets sont exclus de la demande tarifaire tant que des gains avérés et significatifs ne sont pas démontrés. Cela représente un impact annuel moyen de **-140,9 k€/an**.

#### Réponse de l'ELD :

Pour la maintenance informatique, Réseau GDS ne s'est pas appuyé sur la moyenne 2013-2015 mais le niveau 2016 [Confidentiel] avec l'ajout de 20 k€ correspondant à l'évolution et au renouvellement des infrastructures informatiques dans le cadre de la gestion des systèmes, des réseaux et des bases de données. Ce choix conduit à une baisse des charges sur l'ATRD5 par rapport à une référence de calcul fondée sur la moyenne 2013-2015.

Il n'est pas envisageable pour Réseau GDS de ne pas mettre en place des nouveaux outils informatiques, et il est indispensable que la CRE accepte ces dépenses. Ces projets doivent permettre de générer des gains significatifs qui sont principalement :

- L'optimisation des processus avec la réduction de 2 ETP sur 2018-2021 ;
- Un meilleur service rendu aux clients ;
- Une meilleure gestion du réseau de distribution dans le cadre du contrat de concession qui lie Réseau GDS et l'autorité concédante.

**Proposition d'ajustement finale :**

Les ajustements de PMP sur l'évolution des effectifs aboutissent à une stabilité du nombre d'ETP sur la période 2018-2021. De ce fait, les gains provoqués par la mise en place des nouveaux outils informatiques ne peuvent être justifiés. PMP maintient son ajustement sur ce poste.

- Concernant les charges de vérification périodique d'étalonnage des compteurs, Réseau GDS a indiqué que les charges prévisionnelles 2017-2021 étaient établies à partir de la moyenne 2014-2016 [Confidentiel] à laquelle était rajouté un surcoût (non détaillé) lié au délai ramené de 20 à 15 ans de cette vérification.

**Proposition d'ajustement initiale :** Etant donné que le raccourcissement du délai de vérification est établi depuis l'arrêté du 21 janvier 2010 (avec mise en application au 1er janvier 2014), nous proposons de ne pas prendre en compte le surcoût retenu par rapport à la moyenne 2014-2016 et prolonger la moyenne 2014-2015 (nous ne retenons pas l'année 2013 car elle est antérieure à la mise en application du décret ni 2016 en raison de l'absence de certification) avec l'index IPC. Cela représente un impact moyen annuel de - **31,6 k€/an.**

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS se dit pénalisé financièrement, et ne pourra pas réaliser la totalité des vérifications périodiques d'étalonnage des compteurs en raison de la non couverture des charges.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement en l'absence de justifications du calcul du surcoût de la vérification,

Sous-poste de maintenance de vérification périodique de compteurs– k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21
Demande tarifaire GDS	154	156	158	161	157
Ajustement	-31	-31	-32	-32	-32
Demande ajustée	123	124	126	128	125

- Concernant les autres charges, Réseau GDS a indiqué que la projection 2017-2018 avait été construite à partir de la moyenne des années 2014 à 2016 (72 k€) arrondi à 80 k€ puis indexé avec l'IPC.

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de calculer la trajectoire prévisionnelle des « autres charges » à partir de la moyenne des années 2014 et 2015 (les données de l'année 2013 n'ont pas été fournies) en excluant la donnée non certifiée de 2016 (46 k€). Cela représente un impact positif moyen annuel de **+4,4 k€/an.**

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

### 6.2.2 Redevances

**Le poste « redevances » de Réseau GDS est en hausse [Confidentiel].**

Ces redevances concernent les 111 contrats gérés par Réseau GDS. Elles se décomposent de la manière suivante :

- Les redevances d'occupations du domaine public (RODP) sont regroupées dans le sous-poste RODP. Leur projection sur la période 2018-2021 est effectuée à partir de l'estimé 2016 [Confidentiel];
- Les redevances de contrôle des concessions sont rassemblées dans le sous-poste « redevances de contrôles ». [Confidentiel];
- La redevance de concession [Confidentiel]

#### Proposition d'ajustement initiale :

En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, seules les redevances d'occupations des sols et celles de droits de contrôle sont conservées dans la demande tarifaire. Les autres redevances sont exclues. L'impact annuel moyen est de **- 1 106,5 k€/an.**

#### Réponse de l'ELD :

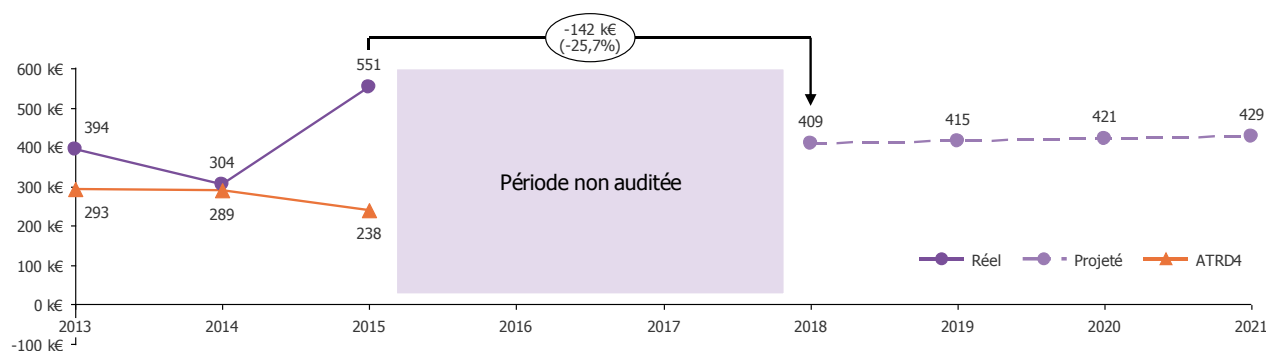
Réseau GDS précise les points suivants : [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement finale :** En cohérence avec ce qui a été couvert lors de l'ATRD4 et avec les charges couvertes pour les autres ELD, seule la redevance d'occupation des sols est conservée. L'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **-1386,9 k€/an sur la période ATRD5.**

### 6.2.3 Dépenses de communication

**Dans la demande de Réseau GDS, le poste dépenses de communication chutent de -142 k€ entre 2015 et 2018, ce qui représente une diminution de -25,7%.**

Evolution du poste Dépenses de communication 2013-2021 (en k€)



Réseau GDS a uniquement fourni à PMP le détail du poste sur l'année 2015. Le poste se décomposait des charges suivantes selon Réseau GDS :

Type d'action	Montant en k€
Développement de la notoriété du distributeur RGDS	[Confidentiel]
Relations publiques avec élus et partenaires	
Communication interne	
Insertions presse (BIM et autres)	
Participation à la réalisation d'une plate-forme de transition énergétique (travail de prospective)	
Partenariat avec des organismes œuvrant dans le domaine de la RSE	
Fondation pour la précarité énergétique	
Publicité, foires & salons	
Diverses actions	
<b>Total</b>	<b>551</b>

Réseau GDS a indiqué de plus que sur les 551 k€ de dépenses, environ [Confidentiel] ne sont pas récurrents. Il s'agit d'une prestation de film institutionnel [Confidentiel] et la participation à la réalisation d'une plateforme de transition énergétique [Confidentiel].

PMP observe que la lecture des libellés des sous-postes de dépenses de communication n'est pas évidente pour séparer ce qui relève de la communication externe et interne. Dans l'enveloppe de charges récurrentes, nous estimons que les sous-postes suivants sont des postes de communication externe :

- Développement de la notoriété du distributeur RGDS [Confidentiel];
- Relations publiques avec élus et partenaires ;
- Insertions presse (BIM et autres) ;
- Participation à la réalisation d'une plate-forme de transition énergétique (travail de prospective) ;
- Partenariat avec des organismes œuvrant dans le domaine de la RSE ;
- Fondation pour la précarité énergétique ;
- Publicité, foires & salons ;
- Diverses actions.

Ainsi, seul le sous-poste « communication interne » est à conserver dans la demande tarifaire pour être en cohérence avec les décisions précédentes de la CRE. Sur la base de l'année 2015 (demande en cours des données des années 2013-2014 pouvant donner lieu à un éventuel réajustement), PMP retient le ratio de 52/551 pour estimer le montant des charges de communication interne 2013 et 2014 :

En k€ courants	2013	2014	2015
Charges de communication interne estimées	$394 \times 52/551 = 37,2 \text{ k€}$	$304 \times 52/551 = 28,7 \text{ k€}$	52



En partant de ces charges de communication interne 2013-2015, nous proposons de projeter la moyenne 2013-2015 avec l'IPC pour estimer les montants de ces charges sur la période 2016-2021 :

En k€ courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Charges de communication interne estimées	39,3	39,7	40,2	40,8	41,4	42,1	41,1

A partir de ces montants, on déduit l'ajustement à appliquer aux charges de communication :

En k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Ajustement	-449,6	-455,9	-462,8	-470,7	-459,8

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD5. Ceci conduit à un ajustement annuel moyen à la baisse de **-459,8 k€ par an** sur la période ATRD5.

**Réponse de l'ELD :** La trajectoire ATRD5 a été construite en prenant en compte des aides mais aussi la communication liée au développement, tandis que la ligne « communication » ne comprend que la communication institutionnelle.

Réseau GDS précise que certaines actions de communication ne sont pas directement liées au développement du nombre de consommateurs raccordés au réseau de gaz naturel mais concernent la notoriété du distributeur :

- Le développement de la notoriété du distributeur RGDS [Confidentiel]
- Les relations publiques avec élus et partenaires : réunions à thème avec les élus, sponsoring sportif ;
- L'insertion presse : [Confidentiel];
- Le partenariat avec des organismes œuvrant dans le domaine de la RSE : pour affirmer sa dimension citoyenne sur son territoire et contribuer au dynamisme du tissu associatif local ;
- Fondation pour la précarité énergétique : soutien des actions de lutte contre la précarité énergétique, sous l'égide de la Fondation de France.

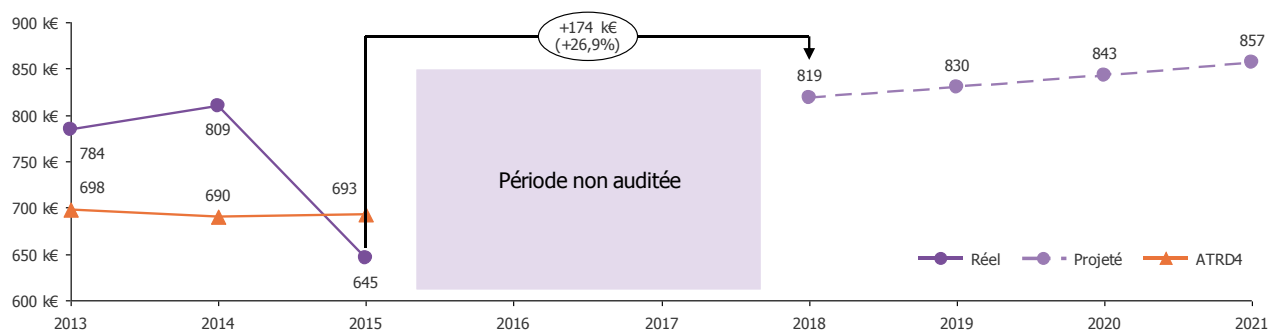
**Proposition d'ajustement finale :**

Lors du contradictoire, Réseau GDS a fourni à PMP un détail du poste Dépenses de Communication des années 2013 et 2014 (cf. annexe 0 point 2) pour compléter l'année 2015. PMP a tenu compte de ce détail pour ajuster le prévisionnel ATRD5 avec la moyenne 2013-2015 des charges de communication interne, des insertions presse (BIM et autres), du partenariat avec des organismes œuvrant dans le domaine de la RSE et de la fondation pour la précarité énergétique, en ajoutant l'IPC. Ainsi l'ajustement est de -228,2 k€/an.

**6.2.4 Aides commerciales**

**Dans la demande de Réseau GDS, le poste « Aides commerciales » augmente de +174 k€ (soit +26,9%) entre 2015 et 2018.**

Evolution du poste Aides commerciales 2013-2021 (en k€)



Afin de projeter cette charge, Réseau GDS a repris les hypothèses ATRD3 et ATRD4 considérant un minimum utile de 800 k€/an (€ constants) pour être attractif sur le marché.

Le tarif ATRD5 de GRDF ne prend pas en compte les dépenses relatives au développement du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz mais incite GRDF via des bonus. Si l'orientation retenue pour les ELD est cohérente avec la décision pour GRDF, ces dépenses d'aides commerciales sont à retirer des charges d'exploitation couvertes par le tarif ATRD.

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les dépenses d'aides commerciales sont exclues du périmètre de la demande tarifaire. L'impact annuel moyen est de **-837 k€/an** sur la période 2018-2021.

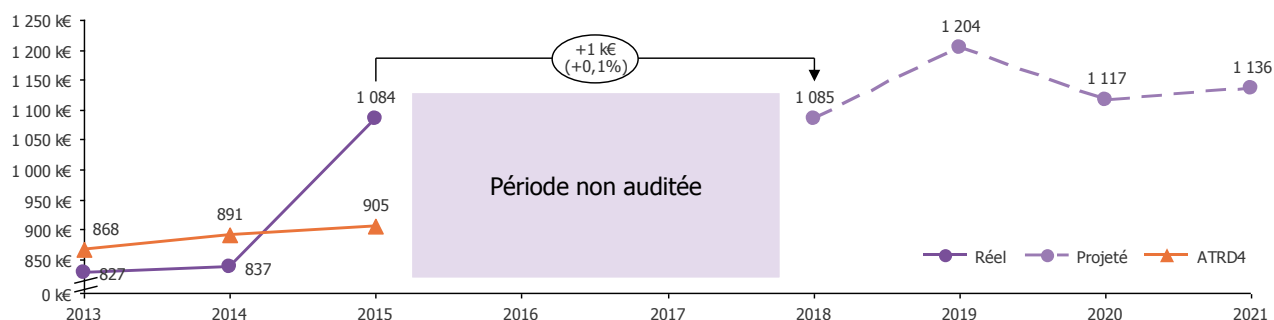
**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS confirme que la trajectoire ATRD5 d'aides commerciales a été construite en prenant en compte les aides versées aux consommateurs ainsi que la communication directement liée au développement.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement. Ce point sera discuté ultérieurement avec la CRE.

## 6.2.5 Autres charges

**Le poste « Autres charges » augmente de +1 k€ entre 2015 et 2018.**

**Evolution des Autres charges en k€ 2013 - 2021**



Ce poste est composé des sous-postes suivants :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Frais de documentation	[Confidentiel]									
Honoraires										
Transports										
Déplacements, missions, réceptions										
Frais postaux et frais de télécommunication										
Services bancaires et assimilés										
Frais divers (recrutement...)										
Autres charges de gestion courante										
<b>Total</b>	<b>826,8</b>	<b>836,5</b>	<b>1 084,3</b>	<b>1 109,5</b>	<b>1 267,7</b>	<b>1 084,9</b>	<b>1 203,9</b>	<b>1 116,7</b>	<b>1 135,8</b>	<b>1 135,3</b>

### Frais de documentation

La méthode de projection n'a pas été précisée par Réseau GDS. Elle semble toutefois avoir été construite à partir de la moyenne 2013-2015 [Confidentiel]. Cette méthode n'appelle pas d'ajustements de notre part.

## Honoraires

D'après Réseau GDS, le sous-poste « honoraires » comporte une charge exceptionnelle en 2015 [Confidentiel] passée dans le cadre d'un plan d'optimisation de charges [Confidentiel]. En ce qui concerne le montant de l'année 2019 un certain nombre d'études en prévision de l'ATRD 6 ont été intégrées [Confidentiel] un benchmark de GRD européens, une analyse du WACC ainsi que des coûts liés au futur audit OPEX.

En complément Réseau GDS a indiqué que ce sous-poste portait entre autres les charges d'avocats, de commissaires aux comptes, d'huissiers et d'organismes de contrôle (Qualigaz).

La projection de ce sous-poste « honoraires » est établie d'après Réseau GDS sur la base du réel 2015 et du prévisionnel 2016 déduction faite d'éléments non récurrents [Confidentiel] en 2015 et après prise en compte des données prévisionnelles connues à date.

### **Proposition d'ajustements initiale :**

Nous proposons d'ajuster le montant du poste « honoraires » (hors éléments non récurrents de 2019) en s'appuyant sur les données certifiées 2013-2015 pour établir la projection 2016-2021, soit un impact moyen annuel de **-52,4 k€/an** sur la période 2018-2021.

Sur la prestation d'audit ATRD6 en 2019 nous proposons un ajustement calculé à partir de la quote-part de Réseau GDS (32,6%) dans un budget de [Confidentiel] (soit 44k€) et des prestations de conseil et benchmark associées que nous proposons de ramener à 20k€ en s'appuyant sur une comparaison entre ELD. L'impact moyen annuel est de **(100-(44+20))/4 = -9k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS précise l'origine de ce poste. Ce sont principalement des frais d'avocats, d'huissiers, de commissariat aux comptes, ou encore d'organismes de contrôles pour la réalisation de diagnostics sécurité...

Réseau GDS a basé ses prévisions sur les dernières données réelles à date (2015) ainsi que les données prévisionnelles 2016, déduction faite d'éléments non récurrents. L'augmentation des honoraires des dernières années s'explique par un recours plus fréquent à des avocats ou consultants en raison de la complexification de ses métiers et des exigences de plus en plus fortes des parties intéressées.

Enfin, Réseau GDS pointe que l'effectif du service juridique a été réduit de moitié depuis la vente de son commercialisateur et n'a pas été renforcé depuis.

### **Proposition d'ajustement finale :**

PMP tient compte des éléments de Réseau GDS. Cependant, ces nouveaux éléments fournis par Réseau GDS ne remettent pas en cause les ajustements que nous préconisons sur le poste « honoraires ».

Transports**Proposition d'ajustements initiale :**

L'évolution des montants du sous-poste « transports » fait état d'une hausse (quasi doublement) entre la période réelle 2013-2015 et prévisionnelle (2016-2021) qui n'a pas été précisée par Réseau GDS. Nous proposons de calculer la trajectoire à partir de la moyenne 2013-2015 soit un impact moyen annuel de **-6,8 k€/an**. Si la hausse est justifiée, l'ajustement sera retiré.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

Déplacements missions réceptions

Réseau GDS a expliqué que la projection 2017-2021 a été établie à partir du réel 2015 et du prévisionnel 2016 auxquels ont été ajoutés 10 k€ soit un montant projeté [Confidentiel] constants à partir de 2017. Le montant 2015 est plus élevé qu'en 2014 en raison, d'après Réseau GDS, de la politique d'emploi sénior développée à cette période. Pour Réseau GDS, il était plus simple de proposer à ces agents des remboursements de frais de déplacements plutôt qu'investir dans des voitures d'entreprise.

PMP observe néanmoins que la hausse envisagée de ce poste entre 2013 et 2015 est très forte (+39% en 4 ans).

**Proposition d'ajustement initiale :**

PMP propose un ajustement d'attente sur le sous-poste « déplacements missions réceptions » en s'appuyant sur la moyenne 2013-2015 pour établir la projection 2016-2021. Cela a un impact moyen annuel de **-55,3 k€/an**. Si la démonstration est faite que des économies ont été effectuées en parallèle sur les charges de location/entretien de véhicules, cet ajustement sera retiré.

**Réponse de l'ELD :** Selon Réseau GDS, de nouveaux éléments sont à prendre en compte dans la prévision des indemnités kilométriques et qui ont été omis par PMP :

- Le recours à des emplois seniors pour la relève de compteurs : ces ETP ont utilisé leur propre véhicule et ont eu droit au remboursement de leurs frais kilométriques. Ainsi, les indemnités kilométriques ont augmenté (+26 k€) et les dépenses du parc automobile ont chuté (-28 k€) ;
- Les véhicules des commerciaux ont été supprimés pour passer à un système de remboursement des indemnités kilométriques. Les indemnités kilométriques s'élèvent à 27 k€, compensées par une baisse de 12 k€ des dépenses du parc automobile.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP conserve son ajustement initial car les économies présentées par Réseau GDS sont faibles (-17,1 k€) en regard des surcoûts générés (+52,4 k€) par la réduction des locations et le remboursement des frais kilométriques entre les exercices 2013-2014 et les deux exercices 2014-2015 et 2015-2016.

Frais postaux et télécommunications

Réseau GDS explique la projection du sous-poste « Frais postaux et télécommunications » à partir du réel 2015 auquel a été rajouté [Confidentiel] pour l'externalisation de la fonction courrier à la suite du départ à la retraite d'un agent.

PMP observe néanmoins que la hausse 2013-2015 reste élevée (+27%) et sans raisons directe.

**Proposition d'ajustement initiale :**

PMP propose d'établir la projection 2016-2021 à partir de la moyenne 2013-2015 et rajouter [Confidentiel] en 2016 pour tenir compte de l'externalisation de la fonction courrier. Cela représente un impact moyen annuel de **-17,1 k€/an**. Si une justification est fournie à la hausse 2013-2015, l'ajustement sera retiré.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

Services bancaires et assimilés**Proposition d'ajustement initiale :**

L'évolution des montants du sous-poste « Services bancaires et assimilés » fait état d'une hausse (quasi doublement) entre la période réelle 2013-2015 et prévisionnelle (2016-2021) qui n'a pas été précisée par Réseau GDS. Nous proposons de calculer la trajectoire à partir de la moyenne 2013-2015 soit un impact moyen annuel de **-13,6 k€/an**. Si la hausse est justifiée, l'ajustement sera retiré.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

Frais divers (recrutement) et autres charges de gestion courante**Proposition d'ajustement initiale :**

Ne disposant pas des méthodes de projections de ces sous-postes, PMP propose d'ajuster les méthodes de projection 2016-2021 en s'appuyant sur la moyenne 2013-2015. Cela représente des impacts moyens annuels respectifs de - 12,8 k€ et +4,7 k€/an.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

**6.2.1 Charges relatives aux impayés acheminement**

Réseau GDS a choisi de ne pas inclure de charges d'impayés acheminement dans sa demande tarifaire ATRD5 au motif qu'elles doivent être incluses au CRCP.

La CRE a décidé pour GRDF lors de l'ATRD5 de couvrir un montant correspondant à 0,9% du revenu autorisé. Si cette orientation est retenue de manière uniforme pour les ELD, les charges d'impayés acheminement de Réseau GDS sont ajustées de :

k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
CCN	24 563	25 274	25 718	25 977	25 383
OPEX ajustés	19 330	19 718	20 620	21 063	20 183
Demande de l'ELD en impayés acheminements (A)	0	0	0	0	0
OPEX ajustés – Demande de l'ELD en impayés acheminements	19 330	19 718	20 620	21 063	20 183
<b>Total des charges à couvrir hors impayés acheminements</b>	<b>43 893</b>	<b>44 992</b>	<b>46 338</b>	<b>47 040</b>	<b>45 566</b>
<b>Calcul impayés PMP (B)</b>	<b>395</b>	<b>405</b>	<b>417</b>	<b>423</b>	<b>410</b>
<b>Ecart (B-A)</b>	<b>395</b>	<b>405</b>	<b>417</b>	<b>423</b>	<b>410</b>

**Proposition d'ajustement initiale :** en appliquant 0,9% du revenu autorisé prévisionnel sur la période 2018-2021, le montant moyen annuel des créances irrécouvrables est ajusté de **+ 410,1 k€/an**

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS précise que l'ouverture des marchés rend difficilement quantifiable le niveau des impayés, et que l'ELD n'a pour l'instant enregistré aucune demande de fournisseur pour la prise en charge d'impayés acheminements.

De plus, les estimations les plus pessimistes de Réseau GDS situent le montant des impayés acheminements à 0,25% du revenu autorisé. Or prendre 0,9% du revenu autorisé conduirait à une augmentation injustifiée de 2% des charges à couvrir.

Ainsi, Réseau GDS confirme sa demande de ne pas intégrer ces coûts dans la trajectoire du tarif ATRD5 mais d'assurer intégralement la couverture de ces charges par la création d'un poste dans le CRCP.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement. Ce point sera discuté ultérieurement avec la CRE.

## 6.3 Principales évolutions du poste Rémunérations brutes

### 6.3.1 Zoom Rémunérations brutes

Le poste de rémunérations brutes est en hausse de 1 011k€ (+8,4%) entre 2015 et 2018. En tenant compte de l'inflation, cette hausse est de 705 k€ (+6%) [Confidentiel]

Ce poste se compose des rémunérations brutes des agents et de la participation. [Confidentiel]

La hausse prévue entre 2015 et 2018 est due essentiellement, d'après Réseau GDS, à l'évolution des effectifs qui passent de 235 ETP en 2015 à 242 en 2018.

a) Zoom sur l'impact de l'évolution des effectifs

L'évolution des effectifs de Réseau GDS est la suivante : [Confidentiel]

L'évolution des effectifs sur la période 2015-2018 est due d'après Réseau GDS à :

- L'embauche de 4 ETP qui correspond à la création de nouveaux postes [Confidentiel].

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de ne retenir que 1 ETP dans la demande tarifaire sur les 4 envisagés. En les valorisant au salaire moyen 2017 [Confidentiel] puis en projetant cette exclusion sur la période 2018-2021 avec les taux d'évolution de la demande tarifaire, l'impact moyen annuel est de - **141,4 k€/an** sur la période 2018-2021 sur le poste de rémunérations brutes.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS précise la trajectoire d'effectifs sur la période réelle en indiquant que les données communiquées dans la demande tarifaire sont des effectifs moyens sur le mois de septembre de chaque année. Réseau GDS mentionne dans le tableau ci-dessous l'effectif moyen annuel sur la période ATRD4 pour être cohérent avec les données ATRD5. [Confidentiel]

[Confidentiel]

Par ailleurs Réseau GDS indique que les départs à la retraite ne sont pas tous remplacés. En effet, l'augmentation du nombre d'ETP est due à des créations de postes pour renforcer des besoins identifiés. Ils concernent :

[Confidentiel]

Par ailleurs, les effectifs n'augmentent au global que de 1 ETP alors que sont inclus les 3 agents de la loi NOTRe et LTECV.

**Proposition d'ajustement finale :**

PMP précise son ajustement en retirant [Confidentiel] à la trajectoire d'effectifs sur la période 2017-2018 pour la conserver constante par la suite sur la période 2018-2021. Elle devient ainsi :

En k€	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Effectifs moyens demande	[Confidentiel]						
Effectifs moyens ajustés							

Cet ajustement est justifié par le fait que Réseau GDS a démontré [Confidentiel] durant tout l'exercice 2015-2016 ce qui incite à limiter la hausse des effectifs demandée. [Confidentiel] . L'impact de cet ajustement est calculé en multipliant les effectifs moyens annuels par le salaire moyen par agent dont le montant est déterminé de la manière suivante :



En k€	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Salaire moyen observé (calculé hors CET)	[Confidentiel]							
<b>Salaire moyen ajusté (à partir du salaire 2015 R)</b>								
% n/n-1 (% de la demande tarifaire)								

En k€	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
<b>Salaire moyen ajusté</b>	[Confidentiel]							
Effectifs moyens annuels ajustés								
Rémunérations brutes ajustées								
Rappel des rémunérations brutes (demande tarifaire)								
<b>Ajustement</b>				<b>-218</b>	<b>-222</b>	<b>-227</b>	<b>-232</b>	<b>-224,9</b>

L'impact moyen annuel de cette trajectoire d'effectifs couplé au calcul du salaire moyen par agent [Confidentiel] est de **-224,9 k€/an** sur la période 2018-2021. Cet impact peut se décomposer en [Confidentiel] de baisse des effectifs [Confidentiel] en 2018 et [Confidentiel] du calcul des rémunérations brutes à partir du salaire moyen par agent.

- L'embauche de 3 ETP (inclus dans les 242) en 2018 qui viennent renforcer l'effectif pour traiter les sujets relatifs aux lois NOTRe et LTECV. L'impact 2018 de ces embauches est de [Confidentiel] (rémunérations brutes et charges sociales). Il ressort des comparaisons effectuées avec les autres ELD que les moyens humains envisagés par Réseau GDS pour répondre aux lois NOTRe et LTECV sont surdimensionnés d'un facteur 2.

Cela se traduit par une économie sur les rémunérations brutes [Confidentiel] sur la période 2018-2021 :

En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Coûts loi NOTRe et LTECV (1,5 ETP) (en k€ courants) (*)	[Confidentiel]				
<b>Quote-part rémunérations brutes (1,5 ETP)</b>					
Quote-part charges sociales (1,5 ETP)					

(\*) évolution des rémunérations sur la période 2018-2021 correspondant aux taux d'évolution du salaire moyen de la demande tarifaire de Réseau GDS.

**Proposition d'ajustement initiale :** L'ajustement de la moitié des effectifs dédiés [Confidentiel] aux besoins des lois NOTRe et LTECV représente un impact annuel moyen de [Confidentiel] en rémunérations brutes.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS s'oppose à l'ajustement de PMP. L'ELD considère que l'ajustement est arbitraire et qu'il ne prend pas en compte la taille de Réseau GDS, qui implique des exigences supplémentaires. Réseau GDS souhaite donc connaître les modalités de calculs de cet ajustement.

Par ailleurs, Réseau GDS précise de nouveau les fonctions des postes créés :

- Un gestionnaire de données ;
- Un cadre « autorité concédante » ;
- Un cadre « mise à disposition de données et prévision de la demande » ;

Réseau GDS souhaiterait savoir quels sont les postes qui sont remis en cause par PMP.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement initial car les travaux supplémentaires liés aux lois NOTRe et LTECV sont de la collecte et de la communication d'informations de consommation dont le PDL semble l'inducteur le plus pertinent et prend bien en compte l'effet de taille qui est demandé par Réseau GDS.

La trajectoire d'effectifs ajustés (avec ajustement initial) est de : [Confidentiel]

**Après ajustement final la trajectoire d'effectifs en moyennes annuelles est de : [Confidentiel]**

A cet effet volume, s'ajoute un effet de tuilage en cas de remplacement de postes contribuant à la hausse du poste rémunérations brutes :

- Sur la période 2015-2018, Réseau GDS a prévu 4 départs donnant lieu à un effet tuilage. Les durées de recouvrement étant importantes, cela entraîne un surcoût sur la masse salariale cumulée de la période 2015-2019 [Confidentiel] :

	Date d'arrivée du remplaçant	Rémunération annuelle brute du remplaçant	Date de départ physique de l'agent pour départ à la retraite	Départ administratif de l'agent pour départ à la retraite	Rémunération annuelle brute de l'agent parti	Nombre de jours de recouvrement entre date d'arrivée du nouvel agent et date de départ administratif de l'agent sortant	Impact sur le poste rémunérations brutes (k€) sur la période 2015-2019	Impact sur le poste rémunération brute (k€) sur la période 2018-2019
Agent 1	01/11/2015	Confidentiel	01/05/2017	01/05/2018	Confidentiel	912	Confidentiel	Confidentiel
Agent 2	01/03/2016		01/11/2017	01/03/2018		730		
Agent 3	01/08/2016		01/10/2017	01/10/2017		426		
Agent 4	01/10/2017		01/11/2017	01/10/2019		730		
Total							[Confidentiel]	

- Si la date de départ n'est pas connue, aucune hypothèse de tuilage n'est prise en compte.

**Proposition d'ajustement initiale :** PMP propose de supprimer l'effet tuilage sur la période 2018-2021 en tenant compte du fait que les salaires versés aux personnes partant à la retraite correspondent à des retards de congés à payer et non du temps de travail. L'impact moyen annuel est de **-54,8 k€/an** [Confidentiel]

**Réponse de l'ELD :** Au cours de l'échange contradictoire, Réseau GDS a donné plus d'indications sur les impacts de l'effet tuilage. Tout d'abord, les agents 3 et 4 du tableau ci-dessus sont des fonctions concernant essentiellement des postes liés à la sécurité où un temps de passation des connaissances et de formation est absolument indispensable.

Par ailleurs, Réseau GDS fait remarquer que la personne nouvellement embauchée assure la poursuite de la mission alors que le sortant est en congés compte épargne temps (CET), dont le montant est provisionné dans les comptes de charges de personnel. Ce ne sont pas des retards de congé à payer mais un droit acquis par l'agent sortant. Réseau GDS transmet donc le détail des montants de CET sur la période 2016-2021 :

[Confidentiel]

Réseau GDS a pris l'option de lisser l'effet CET sur la période prévisionnelle 2016-2021. Le total des provisions est de [Confidentiel] , ce qui correspond au total des montants de l'effet tuilage sur la période 2018-2019.

**Proposition d'ajustement finale :** Les arguments avancés par Réseau GDS pour justifier l'effet tuilage sont pertinents pour PMP. L'ajustement provenait d'une méconnaissance de la provision effectuée par l'ELD. De ce fait, PMP supprime l'ajustement proposé initialement.

b) Zoom sur le calcul du sous-poste « rémunérations brutes »

Réseau GDS indique que le poste « rémunérations brutes » est construit sur les années 2018-2021 en appliquant l'évolution du salaire moyen d'année en année aux montants globaux.

PMP observe que le BP de la demande tarifaire de Réseau GDS évolue avec les taux suivants : [Confidentiel]

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Rémunérations brutes	[Confidentiel]									
Evolution N/N-1										

Réseau GDS a justifié les évolutions particulières des années 2015/2016 et 2016/2017 par une écriture de reprise de provision sur CET (compte épargne temps) d'un montant de [Confidentiel] en 2015. En tenant compte de cette écriture les évolutions du poste deviennent : [Confidentiel]

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
<b>Rémunérations brutes</b>	[Confidentiel]									
<b>Reprise de provision</b>										
<b>Rémunérations brutes corrigées</b>										
<b>Evolution constatée des rémunérations brutes N/N-1 (A)</b>										

PMP observe en complément que la demande tarifaire rédigée par Réseau GDS (demande sur fichier Word par opposition au BP effectué sur fichier Excel) fait mention d'une évolution du salaire moyen de :

		2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
<b>% évolution observée des rémunérations brutes du BP demande tarifaire (A)</b>		[Confidentiel]						
Hypothèses d'évolution fournies dans la demande tarifaire rédigée de Réseau GDS	<b>Salaire national de base (75% de l'inflation)</b>							
	<b>GVT positif</b>							
	<b>GVT négatif</b>							
	<b>% Total demande tarifaire (B)</b>							
<b>Ecart (A-B) en pts</b>								

Il ressort de ce tableau que les taux d'évolution du BP de demande tarifaire diffèrent en 2020 et 2021 de ceux de la demande rédigée. Nous considérons cette dernière comme la référence car les formules de calcul des différentes composantes (SNB, GVT positif, GVT négatif) y sont appliquées correctement sur la période 2018-2021. Par ailleurs les taux obtenus sont cohérents avec les autres taux observés sur des structures équivalentes.

PMP propose un ajustement en reprenant les taux de la demande tarifaire rédigée ce qui conduit à prendre des taux d'évolution des rémunérations brutes en 2020 et 2021 [Confidentiel]

**Proposition d'ajustement initiale :** en prenant des taux d'évolution des rémunérations brutes en 2020 et 2021 [Confidentiel] l'impact moyen annuel sur la période est de **-33,5 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** Lors du contradictoire, une erreur a été faite dans les calculs menés pour les années 2020 et 2021. Le montant corrigé des rémunérations brutes à prendre en compte sur la période se trouve dans le tableau suivant :

[Confidentiel]

L'ajustement provient donc d'une erreur de calcul.

**Proposition d'ajustement finale :** Lors du contradictoire, PMP et Réseau GDS sont tombés d'accord sur l'erreur effectuée par PMP dans le calcul du taux d'évolution des rémunérations brutes. L'ajustement initial est de ce fait retiré.

#### Evolution du SNB

Concernant la valeur du salaire national de base (SNB) en 2017, nous relevons qu'un gel de cet indice d'évolution salarial dans les industries électriques et gazières (IEG) a été annoncé le 12 décembre 2016 par les employeurs de la branche. Dans ce cadre, les organisations syndicales ont demandé l'ouverture de négociations au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017. A notre connaissance aucune nouvelle annonce des employeurs de la branche n'est intervenue à ce jour.

	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Rémunérations brutes corrigées (provision CET)	[Confidentiel]							
Taux d'évolution des rémunérations brutes ajustées								
Rémunérations brutes ajustées avec taux d'évolution intégrant SNB réel 2016								
<b>Ajustement dû au SNB réel 2016</b>				<b>-41,5</b>	<b>-42,3</b>	<b>-43,2</b>	<b>-44,2</b>	<b>-42,8</b>

**Proposition d'ajustement initiale :** En cohérence avec l'annonce du 12 décembre 2016 des employeurs de la branche des IEG, nous proposons de reconduire à ce stade, pour 2017, la valeur de l'indice SNB réel constatée en 2016 [Confidentiel] (cf. annexes tableau de synthèse des SNB depuis 2010). L'impact d'un tel taux serait en moyenne annuelle de **-42,8 k€/an.**

Si de nouvelles décisions concernant l'évolution du SNB pour 2017 venaient à être prises par les parties prenantes de la branche IEG, cet ajustement pourrait être revu en conséquence.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a pas de remarque à propos de cet ajustement.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP précise que l'ajustement initial est maintenu et inclus dans le calcul des rémunérations brutes à partir du salaire moyen par agent présenté ci-avant.

Montant des rémunérations brutes ajustées (ajustements initiaux)

En tenant compte de l'impact des recrutements ajustés sur les ETP loi NOTRe et LTECV, les rémunérations brutes ajustées sont de :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Rémunérations brutes (demande tarifaire)	[Confidentiel]									
Ajustement 1 : exclusion de 3 ETP à recruter en 2017										
Ajustement 2 : exclusion de 1,5 ETP Loi NOTRe et LTECV										
Ajustement 3 : suppression de l'effet tuilage										
Ajustement 4 : taux d'évolution 2020/2021 corrigés										
Ajustement 5 : gel du SNB 2016/2017										
Rémunérations brutes ajustées	10 227	10 464	10 279	10 594	10 612	10 558	10 834	11 149	11 403	10 986

Montant des rémunérations brutes ajustées (ajustements finaux)

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Rémunérations brutes (demande tarifaire)	[Confidentiel]									
Ajustement 1 : retrait de 3 ETP aux effectifs 2017 et 2018 (gel des effectifs sur 2018-2021)										
Ajustement 2 : exclusion de 1,5 ETP Loi NOTRe et LTECV										
Rémunérations brutes ajustées										

c) Zoom sur l'évolution du poste « participation »

Réseau GDS indique que ce sous-poste a été construit sur la période 2013-2016 en application d'une formule dérogatoire au régime général. Le prévisionnel s'appuie sur le montant budgétaire 2016. Cela constitue la seule justification fournie par réseau GDS à la hausse constatée entre les montants 2015 et 2016 :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P
Participation en k€ courants	[Confidentiel]			

Sur la période 2016-2021 le montant de la participation est construit de la manière suivante en s'appuyant uniquement sur le montant 2016 :

en k€ courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Participation	[Confidentiel]						
ETP- trajectoire Réseau GDS retenue pour le calcul de la participation							
GVT hors inflation							
Montant moyen/agent (hors inflation)							
Montant de la participation (hors inflation)							
Inflation cumulée							
<b>Montant de la participation (avec inflation) (A)</b>							

Plusieurs ajustements peuvent être pris en compte à partir de ce calcul :

- Pour être plus représentatif d'une tendance moyenne de l'évolution de la participation, nous proposons d'établir le calcul de la participation 2017 à partir de la moyenne des années 2013 à 2015 par agent :

en k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Participation	[Confidentiel]									
ETP- trajectoire Réseau GDS retenue pour le calcul de la participation										
GVT hors inflation										
Montant moyen/agent (hors inflation)										
Montant de la participation (hors inflation)										
Inflation cumulée										
<b>Montant de la participation (avec inflation) (B)</b>										
<b>Ajustement(B-A)</b>						-132,3	-159,9	-190,8	-226,6	-177,4

- [Confidentiel] Réseau GDS a indiqué s'être trompé dans ce calcul en prenant une trajectoire d'effectifs erronée. En utilisant la trajectoire d'effectifs ajustée, cela entraîne un ajustement de :

en k€ courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Trajectoire ETP ajustée	[Confidentiel]						
Montant de la participation ajustée (avec inflation) (C)							
<b>Ajustement = écart (C-B)</b>							

- En prenant un SNB 2016 et 2017 [Confidentiel] (valeur réelle 2016) on obtient l'ajustement suivant :

en k€ courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
GVT hors inflation [Confidentiel]	[Confidentiel]						
Montant moyen/agent (hors inflation)							
Montant de la participation (avec inflation) (D)							
<b>Ajustement : écart (D-C)</b>			-12,9	-12,8	-12,9	-12,9	-12,9

**Proposition d'ajustement initiale :** la correction de la formule de calcul de la participation selon la moyenne des montants par agents des années 2013-2015 a un impact moyen annuel de **-177,4k€/an** sur la période 2018-2021.

La correction apportée aux effectifs utilisés par Réseau GDS dans la formule de calcul de la participation prévisionnelle 2018-2021 entraîne un impact moyen annuel supplémentaire de **-58,3 k€/an**.

L'utilisation de la valeur réelle du SNB en 2016 et 2017 (idem 2016) [Confidentiel] entraîne un impact moyen annuel de **-12,9 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** La méthode de calcul de la participation des salariés est erronée selon Réseau GDS. L'utilisation de la moyenne 2013-2015 traduirait un déclin de l'activité du GRD pendant la période ATRD5. Pour Réseau GDS, cette méthode, en plus d'être pessimiste sur l'activité, est un ajustement arbitraire non fondé sur des estimations précises.



**Proposition d'ajustement finale :** Pour les participations, PMP conserve son ajustement initial par cohérence avec les autres postes. En effet, la méthode prise pour les autres postes visait à prendre une moyenne de la période ATRD4 réalisée et non suivre une trajectoire.

Par ailleurs, les ajustements passés dans les charges de personnel ont un impact sur le montant des ajustements des participations :

- La correction de la participation selon la moyenne des montants par agents des années 2013-2015 a un impact moyen annuel de -210,5 k€/an ;
- La correction apportée aux effectifs utilisés par Réseau GDS dans la formule de calcul de la participation prévisionnelle 2018-2021 entraîne un impact moyen annuel de -37,6 k€/an ;
- L'utilisation de la valeur réelle du SNB en 2016 et 2017 entraîne un impact moyen annuel de -12,8 k€/an.

### 6.3.2 Charges sociales

**Les charges sociales augmentent de [Confidentiel] (+10,4%) entre 2015 et 2018. [Confidentiel]**

Les charges sociales qui s'appliquent pour les salariés de Réseau GDS respectent les orientations définies par la CNIEG (cf. mail en annexes) :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Charges sociales yc CICE	[Confidentiel]									
CICE										
Charges sociales hors CICE										
Taux de charges sociales										
Évolution N/N-1										
Rappel : hausses issues des indications du CNIEG										

PMP estime cohérente la méthode de calcul appliquée sur ce poste.

En appliquant les montants ajustés de rémunérations brutes aux taux de charges sociales retenus par Réseau GDS on obtient :

En k€ courants	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Rappel : Charges sociales hors CICE (A)	[Confidentiel]						
Rémunérations brutes ajustées							
Taux de charges sociales							
<b>Charges sociales ajustées (B)</b>							
<b>Ajustements charges sociales (B-A)</b>			-218,2	-191,5	-172,3	-202,3	-196,1

**Proposition d'ajustement initiale :** en appliquant les montants ajustés de rémunérations brutes aux taux de charges sociales retenus par Réseau GDS les impacts moyens annuels sont de **-196,1 k€/an.**

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a aucune remarque à propos de cet ajustement.

**Proposition d'ajustement finale :** Suite au contradictoire, le poste rémunérations brutes a évolué. Comme le poste charges sociales est lié directement aux rémunérations brutes, alors l'ajustement est modifié et devient un ajustement à la baisse de **-170,5 k€/an.**

### 6.3.3 Autres charges sociales

Les autres charges sociales se décomposent de la manière suivante d'après Réseau GDS :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Versements Comité Mixte à la Production (CE)	[Confidentiel]									
Participations autres œuvres sociales										
Médecine du travail, pharmacie										
Indemnités versées aux stagiaires										
Autres charges de personnel										
<b>Total Autres charges sociales</b>										

Les méthodes de projection de ces charges sur la période 2016-2021 sont, d'après Réseau GDS :

En k€ courants	Méthode de projection 2016-2021 par Réseau GDS
Versements Comité Mixte à la Production (CE)	Dernier réel connu à date (2015) arrondi puis application de l'IPC
Participations autres œuvres sociales	Moyenne 2013-2016 arrondi à la dizaine de milliers supérieure et application de l'IPC
Médecine du travail, pharmacie	Montant 2015 arrondi au millier supérieur puis application de l'IPC
Indemnités versées aux stagiaires	Base : réel 2015 puis application de l'IPC
Autres charges de personnel	Base : moyenne 2013-2016 puis application de l'IPC

Hormis le premier poste (versements comité mixte à la production calculé en s'appuyant uniquement sur l'année 2015), nous proposons pour éviter d'utiliser des données 2016 non certifiées de calculer les projections à partir de moyennes 2013-2015 auxquelles sont appliquées l'IPC. L'impact de cette méthode est de :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Versements Comité Mixte à la Production (CE)	[Confidentiel]									
Participations autres œuvres sociales (ajusté)										
Médecine du travail, pharmacie (ajusté)										
Indemnités versées aux stagiaires (ajusté)										
Autres charges de personnel (ajusté)										
<b>Total Autres charges sociales (ajusté)</b>										
<b>Total des ajustements sur le sous- poste Autres charges sociales</b>						-2,4	-2,4	-2,5	-2,5	-2,4

**Proposition d'ajustement initiale :** en calculant la projection du sous- poste « autres charges sociales » à partir des moyennes 2013-2015, on obtient un ajustement moyen annuel de **-2,4 k€/an.**

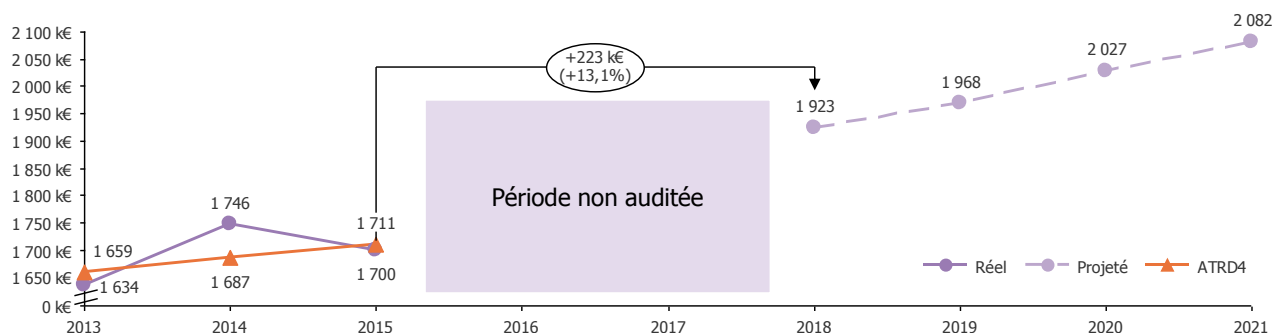
**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a aucune remarque à propos de cet ajustement.

## 6.4 Impôts et taxes

### 6.4.1 Impôts et taxes

Le poste « Impôts et taxes » évolue à la hausse entre 2015 et 2018 de 223 k€ (+13%).

Evolution des impôts et taxes en k€ 2013 - 2021



En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-21	Méthode de projection 2018-2021 proposée par Réseau GDS
Taxe foncière	161	163	174	[Confidentiel]							La prévision a été établie sur la base d'un taux de croissance annuel moyen de 2013 à 2016 et reproduit sur la durée du BP [Confidentiel]
évolution n/n-1	8,4%	1,4%	6,9%								
CVAE/CFE	770	899	795								Application de l'IPC à partir de 2018 ; montant estimé en 2017
évolution n/n-1		16,9%	-11,6%								
Taxes assises sur les salaires	323	337	377								
évolution n/n-1		4,4%	12,0%								
Versement transport	230	208	201								Application de l'IPC à partir de 2018 ; montant estimé en 2017
évolution n/n-1		-9,4%	-3,5%								
Autres	151	139	152								
évolution n/n-1		-8,3%	9,7%								
Total Impôts et taxes	1 634	1 746	1 700								
évolution n/n-1		6,9%	-2,7%								

**Proposition d'ajustements initiale :** Les méthodes employées pour construire le prévisionnel appelle les commentaires et ajustements suivants :

- Taxe foncière : en appliquant le taux moyen d'évolution 2013-2015 (pour éviter de prendre les valeurs 2016 non certifiées) on obtient un impact moyen annuel de **-6,4 k€/an** ;
- CVAE/CFE : nous proposons de construire le prévisionnel en nous appuyant sur la moyenne 2013-2015 auquel on applique l'IPC. Cela entraîne un impact moyen annuel de **-40,4k€/an** ;
- Taxe assise sur les salaires : faute de méthode décrite, nous proposons d'appliquer aux montants 2018-2021 le ratio des rémunérations brutes ajustées /rémunérations brutes de la demande tarifaire. Cela entraîne un impact moyen annuel de **-9,5 k€/an** ;
- Versement transport : En utilisant la moyenne 2013-2015, on obtient un impact moyen annuel de **+3,4 k€/an** ;
- Autres : nous privilégions l'utilisation des données certifiées 2013-2015. C'est pourquoi nous proposons de construire le prévisionnel à partir de la moyenne 2013-2015 à laquelle est appliqué l'IPC. Cela entraîne un impact moyen annuel de **-88 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS n'a aucune remarque sur les ajustements de la taxe foncière, de la taxe assise sur les salaires et du postes « autres impôts et taxes ».

En revanche, pour le poste CVAE/CFE, Réseau GDS indique que le poste se décompose en deux parties :

- La CFE assise sur la valeur locative des biens passibles de la taxe foncière. Le montant a été estimé sur la base [Confidentiel] en euros constants avec un réel 2015 à 130 k€ ;
- La CVAE : égale à 1,5% de la valeur ajoutée. Ce calcul est basé sur la valeur ajoutée estimée fin 2016, soit  $47 \text{ M€} \times 1,5\% = 710 \text{ k€}$ .

Le poste est donc bien calculé à partir des dernières données disponibles à date.

Pour le poste Autres, Réseau GDS ne comprend pas l'ajustement appliqué par PMP alors que les justificatifs avaient été envoyés. Les principales augmentations du poste proviennent de :

- La taxe sur CA non récupérable [Confidentiel] : TVA Sur les avantages en nature gaz et électricité, avec les montants qui augmentent à cause de l'augmentation du nombre de retraités et d'ayant droits et l'application en 2015 d'une revalorisation fiscale au niveau des IEG =  $\text{base} \times 2,5$  (application d'un forfait) ;
- L'AGEFIPH [Confidentiel] : hausse en raison du départ en retraite d'agents. Réseau GDS ne payait pas de taxe au préalable.

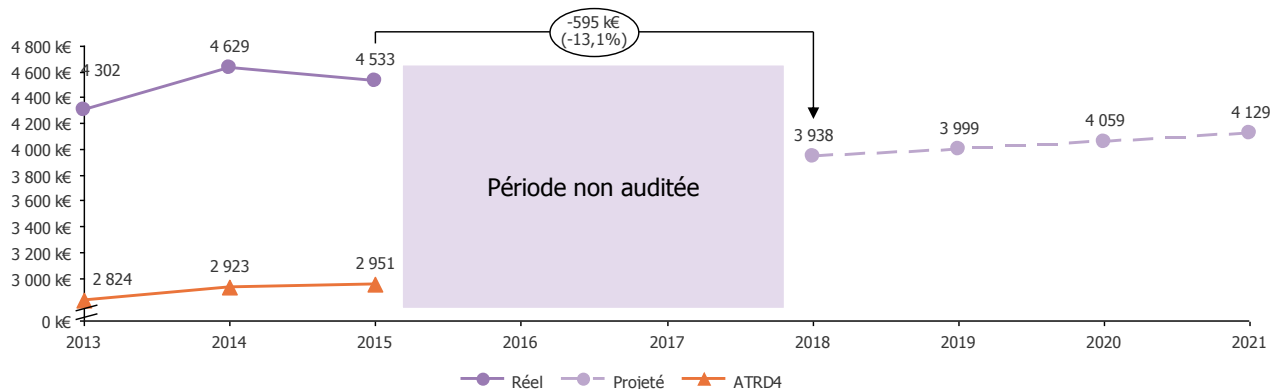
Ainsi, PMP ne prend pas en compte les changements sociaux et fiscaux à partir de 2015 et qui induisent une augmentation des charges à payer.

**Proposition d'ajustement finale :** PMP maintient son ajustement sur les sous-postes de CVAE/CFE et « autres » et observe les données qualitatives transmises. En cohérence avec les autres postes de la demande tarifaire, la trajectoire retenue est basée sur les données 2013-2015 qui sont certifiées. Toutefois ce point pourra éventuellement être revu sur la base du réel fourni.

## 6.5 Recettes extra-tarifaires (autres prestations)

Le poste « autres prestations » des recettes extra-tarifaires baisse de 595 k€ (-13,1%) entre 2015 et 2018. En tenant compte de l'inflation cette baisse est de 710 k€ (-15%)

Evolution des autres recettes extra-tarifaires en k€ 2013 - 2021



La baisse de ces recettes entraînent directement une augmentation de la demande tarifaire.

Ce poste est constitué de multiples sous-postes dont les évolutions sont les suivantes sur la période 2015-2018 : [Confidentiel]

### Facturation des prestations catalogue

La méthode utilisée n'appelle de commentaires de notre part.

### Travaux pour tiers

Réseau GDS a établi sa projection sur la base des données récurrentes 2013-2016 :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P
Récurrent	[Confidentiel]			
Non récurrent				
<b>Total poste travaux pour tiers</b>	<b>406</b>	<b>817</b>	<b>493</b>	<b>651</b>

La moyenne de cette période ressort à 426 k€ (en € constants).

Cette méthode excluant toute opportunité de recette non récurrente, nous proposons d'ajuster à la hausse le montant de ce poste en calculant le prévisionnel sur la base de la moyenne 2013-2015 :

En k€ courants	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Travaux pour tiers (ajusté selon moyenne 2013-2015)	[Confidentiel]				
Ajustement					
	-152,0	-154,1	-156,5	-159,1	-155,4

**Proposition d'ajustement initiale :** en construisant la trajectoire 2018-2021 sur la moyenne 2013-2015, l'ajustement moyen annuel est de **-155,4 k€/an**.

**Réponse de l'ELD :** Réseau GDS s'oppose à la méthodologie de PMP. En effet, PMP effectue la moyenne 2013-2015 et pour Réseau GDS cette méthode inclut des recettes non récurrentes comme les recettes de prestations des services supports et d'ingénierie au moment de la création de la filiale de réseau de chaleur de Réseau GDS « Réseau de Chaleur d'Alsace ». Cette filiale est aujourd'hui constituée et fonctionne de manière autonome. De ce fait, il n'y a plus de refacturation à ce titre et le poste Travaux pour tiers ne devrait pas être impacté. Ainsi la distinction entre les recettes récurrentes et non récurrentes serait la suivante : [Confidentiel]

#### Proposition d'ajustement finale :

Suite aux précisions évoquées par Réseau GDS, PMP prend note du caractère non récurrent d'une partie des recettes. Mais, compte tenu du retour d'expérience de la période ATRD4 au cours de laquelle les recettes réalisées ont été bien supérieures à celles couvertes par le tarif, PMP propose de ne pas retenir l'hypothèse de cette baisse de recettes. Par ailleurs, dans la logique d'un opérateur efficace, une baisse de recettes devrait être compensée par une baisse des charges. PMP propose un ajustement général sur les charges à couvrir équivalent à la baisse envisagée des recettes entre la période 2018-2021 et la période 2013-2015. De ce fait, PMP maintient son ajustement.

#### Prestations pour tiers

L'arrêt du sous- poste « Prestations pour tiers » à partir de 2017 n'appelle pas de remarque de notre part. [Confidentiel] Pénalités pour dépassement de capacités

Le sous-poste « pénalités pour dépassement de capacités » évolue historiquement à la baisse en raison, d'après Réseau GDS, des actions menées par les fournisseurs d'augmentation des capacités journalières d'acheminement proposées tous les mois.

	Réalisé				Estimé	Prévisionnel				Moyenne 2018-2021
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	
Pénalités pour dépassement de capacités	155 161	96 138	72 918	45 000	70 753	71 645	72 646	73 746	75 004	73 260

Il nous semble que cette charge ne devrait pas figurer dans les OPEX.

**Proposition d'ajustement initiale :** Après échange avec la CRE et par cohérence avec l'ATRD4 couvert, PMP ajuste ce poste en retirant les dépassements de capacités des recettes extra-tarifaires de la demande. Ce poste est donc ajusté à la hausse de **+73,3 k€/an**.

### Préacheminement Gaz de barr

Ce sous-poste comprend entre autres, la facturation à Gaz de Barr de l'acheminement à l'extension de réseau effectuée sur le site de Sand - Gertwiller et permettant de boucler le réseau de Gaz de Barr avec celui de Réseau GDS. Cette opération a permis à Réseau GDS de percevoir en rythme annuel [Confidentiel] de recettes supplémentaires (ce montant se retrouve bien en charges chez Gaz de Barr) ce qui s'est fait sur 2 ans entre 2014 et 2016. Il paraît donc pertinent de prendre la dernière estimation connue de recette pour construire le prévisionnel. La méthode retenue n'appelle pas de remarque de notre part.

### Autres recettes

Le sous-poste « autres recettes » a été décomposé par Réseau GDS de la manière suivante :

En k€ courants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
Récupération perte gaz sur endommagement	6,0	7,1	13,1	[Confidentiel]					
R.R.R. accordés par le GRD	-2,7	-1,2	-1,2						
Ventes de déchets	4,0	2,9	2,5						
Locations diverses	1,5	38,1	0,5						
Autres produits d'activités annexes	1 029,7	922,5	959,1						
Loyers	267,4	302,4	352,1						
Charges locatives refacturées	47,8	45,5	2,9						
Jetons de présence	3,6	3,0	3,1						
Produits divers de gestion courante	6,8	22,0	25,2						
<b>Total autres recettes</b>	<b>1 364,1</b>	<b>1 342,3</b>	<b>1 357,1</b>	<b>972,5</b>	<b>792,5</b>	<b>802,5</b>	<b>818,9</b>	<b>831,3</b>	<b>845,5</b>

Le poste « autres recettes » est constitué notamment des recettes issues des prestations de fonctions support réalisées pour d'autres entités du groupe (filiale GIE en majorité) ou des prestations non récurrentes. Ainsi l'année 2015 [Confidentiel] du poste « autres recettes » a été marquée avec notamment l'octroi d'une subvention [Confidentiel] ainsi que [Confidentiel] au titre de la refacturation à la [Confidentiel] concernant des prestations de fonctions support [Confidentiel].

La baisse envisagée à partir de 2018 n'a pas été justifiée par Réseau GDS.

Ainsi tant que la méthode de construction du sous-poste « autres produits d'activités annexes » n'aura pas été précisée, nous proposons de conserver à partir de 2017 le montant moyen de recettes observé sur les années 2013 à 2015. De plus cet ajustement se justifie aussi par le fait que la trajectoire des charges de personnel n'intègre pas de baisse en lien avec l'arrêt supposé des prestations pour la GIE.

### **Proposition d'ajustement initiale :**

En corrigeant la méthode de construction du sous-poste « autres produits d'activités annexes » à partir de la moyenne des montants 2013 à 2015 on obtient un ajustement moyen annuel de **-655,6 k€/an.**



**Réponse de l'ELD :**

Comme mentionné pour le poste travaux pour tiers, le poste autres recettes inclut des charges non récurrentes selon Réseau GDS. Le tableau détaille la différence entre les deux types de recettes : [Confidentiel]

Réseau GDS justifie la baisse de ce poste dans la trajectoire ATRD5 par la prise en compte d'éléments nouveaux venant influencer la prévision :

- Subvention [Confidentiel] ;
- Refacturation de la [Confidentiel] pour les prestations des fonctions supports [Confidentiel]

Pour la filiale GIE, vendue en 2016, la facturation des prestations des fonctions supports pour la filiale se sont totalement arrêtées en 2017, ce qui explique la diminution de ce poste [Confidentiel] en 2016 à [Confidentiel] en 2017.

Ainsi, Réseau GDS propose la prise en compte de la moyenne des recettes récurrentes de 2013-2015, soit [Confidentiel] avec l'application de l'IPC comme trajectoire pour ce poste.

**Proposition d'ajustement finale :** Suite aux précisions évoquées par Réseau GDS, PMP prend note du caractère non récurrent d'une partie des recettes. Mais, face à cette baisse de recettes et dans la logique d'un opérateur efficace, PMP propose un ajustement général sur les charges à couvrir équivalent à la baisse envisagée des recettes (sous-poste d'autres produits d'activités annexes) entre la période 2018-2021 et la période 2013-2015. De ce fait, PMP maintient son ajustement.

## 7. Analyse de la dissociation comptable

Réseau GDS n'a pas besoin d'effectuer de dissociation comptable car il est entièrement gestionnaire du réseau de distribution gaz depuis 2012. Il n'y a pas à dissocier de comptes entre activités ou entre fournisseur et distributeur.

Nous avons contrôlé néanmoins la valeur de la clé retenue dans la demande tarifaire pour corriger l'impact des charges relatives aux zones à tarif non péréqué (cf. partie 6).

## 8. Annexes

### 8.1 Evolutions de l'indice SNB depuis 2010

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Evolution	1,2 %	1,1 %	1,6 %	0,8 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %
Valeur du SNB	481,64 €	486,94 €	494,75 €	498,71 €	500,21 €	501,71 €	502,71 €

Source : CRE

### 8.2 Mail du CNIEG concernant l'évolution des charges sociales

[Confidentiel]

### 8.3 BP tarifaire ATRD5 de Réseau GDS

[Confidentiel]

### 8.4 Synthèse des ajustements proposés

[Confidentiel]